ADV.

Conseil d'Etat
Législation
- 8. JUIL. 1960
Transmis pour
Overgemaakt voor
Coordination (2)

L. 7158/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 24 mai 1960, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif au statut des sous-officiers des forces armées, non compris la gendarmerie", a donné le 27 juin 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 24e mei 1960 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het statuut van de onderofficieren der krijgsmachtdelen, de Rijkswacht niet inbegrepen", heeft de 27e juni 1960 het volgend advies gegeven :

Le projet a comme objet de fixer le statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale, statut qui est actuellement réglé par la loi du 27 juillet 1934 en ce qui concerne la force terrestre et la force aérienne, et la loi du 9 juillet 1951 en ce qui concerne la force navale, ainsi que par le chapitre VIII des lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957.

\+

\+ +

INTITULE.

Le projet n'a pas trait aux sous-officiers du cadre de réserve.

Son intitulé répondrait mieux à son objet s'il était rédigé comme suit :

"Projet de loi portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale".

\+

\+ +

Article 1er.

Le projet ne s'applique qu'aux sous-officiers des cadres actifs; l'alinéa 1er de l'article 1er peut, dès lors, être omis.

\+

\+ +

.../...

L'article 1er du projet gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Le cadre actif des sous-officiers des forces terrestre, aérienne et navale dont la présente loi fixe le statut, comprend les catégories suivantes :

1° les sous-officiers de carrière;

2° les sous-officiers temporaires;

3° les sous-officiers de complément.

Le cadre actif des sous-officiers de la force aérienne comprend, en outre, les sous-officiers auxiliaires, pilotes et navigateurs,dont le statut est fixé par une loi particulière".

\+

\+ +

Article 2.

Les trois paragraphes de l'article 2 du projet ne font que r sumer les titres II, III et IV, sans apporter de règle autre que celles que ces titres prévoient. Ils sont, dès lors, superflus et devraient être omis.

\+

\+ +

.../...

Sous réserve de cette observation, il y a lieu de noter que le § 1er résume à l'excès le statut du sous-officier de carrière; ce paragraphe omet notamment de dire que le sous-officier peut devoir quitter l'armée non seulement par mise à la pension ou dans les cas prévus au projet, mais également en vertu d'un jugement ou d'une décision disciplinaire prise en application du règlement de discipline.

\+

\+ +

Enfin, la rédaction de cet article laisse à désirer en diverses de ses dispositions.

Il faudrait rédiger le § 2, in fine, comme suit : " dans la catégorie des sous-officiers de carrière ou dans celle des sous-officiers de complément".

Il faudrait rédiger le début du § 3 comme suit :

"Les sous-officiers de complément sont issus de la catégorie des sous-officiers temporaires".

\+

\+ +

Article 3.

Après avoir énuméré les divers grades de sous-officier, l'article 3 du projet dispose :

.../...

"Les titulaires de l'un des trois derniers grades sont appelés sous-officier d'élite".

Cette appellation de "sous-officier d'élite" est traditionnelle : on la retrouve dans la loi du 27 juillet 1934 et dans celle du 9 juillet 1951.

\+

\+ +

L'intitulé du chapitre II devrait être rédigé comme suit :

"Chapitre II. Les emplois et les groupes d'emplois".

\+

\+ +

Article 4.

L'article 4, § 2, du projet dispose que le Roi répartit le nombre de sous-officiers prévus pour un groupe d'emplois, "par grade ou groupe de grades".

Il y a dès lors lieu de tenir compte dans l'alinéa 2 de ce paragraphe, de la possibilité de grouper des grades en vue de la répartition des emplois.

.../...

Le § 2 devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"§ 2. Le Roi fixe le nombre maximum de sous-officiers à affecter à chacun des groupes d'emplois et leur répartition dans ces groupes d'emplois, par grade ou groupe de grades.

Si dans un groupe d'emplois, le nombre maximum fixé pour un grade ou pour un groupe de grades n'est pas atteint, la différence peut bénéficier aux grades inférieurs ou groupes de grades inférieurs de ce groupe d'emplois".

+

+ +

Article 5.

L'alinéa 1er de l'article 5 du projet gagnerait à être rédigé comme suit :

"L'inscription dans un groupe d'emplois a lieu au moment où le militaire est nommé au grade de sergent; elle peut avoir lieu dès le jour où il a été commissionné à ce grade".

+

+ +

.../...

Article 6.

Après avoir prévu, en son alinéa 1er, la possibilité du transfert d'office, d'une force à une autre ou d'un groupe d'emplois à un autre, l'article 6 du projet dispose en son alinéa 2 :

"A la force navale, les sous-officiers de tous les groupes d'emplois peuvent être affectés au personnel à embarquer".

Cet alinéa a pour but de préciser que, à la force navale, tous les sous-officiers, à quelque groupe d'emplois qu'ils appartiennent, peuvent être tenus à effectuer des temps de navigation. Une telle disposition est non seulement étrangère à la matière du transfert d'office traitée par l'article 6, mais également, d'une manière générale, à la matière de l'emploi et du groupe d'emplois qui fait l'objet du chapitre dans lequel elle est insérée. Elle devrait trouver sa place non dans le projet, mais bien dans un règlement relatif à l'organisation interne de la force navale.

\+

\+ \+

Article 9.

L'article 9, alinéa 1er, 4°, du projet serait mieux rédigé comme suit :

"4° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études moyennes du degré inférieur ou d'études dont l'équivalence avec les précédentes est fixée par le Ministre de la Défense nationale".

\+

\+ \+

.../...

L'article 9, alinéa 2, du projet dispose :

"Le Roi détermine le cycle de formation, la nature et le programme des cours et épreuves, ainsi que les conditions que doit remplir le candidat pour participer au concours d'admission".

Le projet, en donnant au Roi le pouvoir de fixer non seulement la nature des cours et épreuves du cycle de formation de sergent mais également leur programme, l'obligera à énoncer de manière précise les matières qui feront l'objet de ces cours et de ces épreuves.

Dans la pratique, l'exécution d'une telle disposition par le Roi se heurte toujours à des difficultés résultant de la diversité des matières enseignées et des emplois auxquels ces cours et épreuves doivent préparer.

La loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve donne au Roi le pouvoir de déterminer le cycle de formation du candidat sous-lieutenant et les conditions que doivent remplir les candidats pour participer aux cours et épreuves, ainsi que la nature de ceux-ci (article 1er); elle laisse au Ministre le soin de fixer le programme des cours et épreuves en respectant leur nature fixée par le Roi.

Il serait souhaitable que, sur ce point également, le projet s'inspire de la loi du 1er mars 1958.

\+

\+ \+

.../...

Suivant les explications qui ont été données au Conseil d'Etat, l'article 9, alinéa 2, entend par "concours d'admission" le concours organisé pour l'admission au cycle de formation. Il y aurait lieu de préciser le texte à cet égard.

\+

\+ +

Pour répondre à ces deux observations, il est proposé de rédiger l'article 9, alinéa 2, de la manière suivante :

"L'admission au cycle de formation a lieu au concours; le Roi fixe les conditions spéciales que les candidats doivent remplir pour pouvoir y participer. Il détermine le cycle de formation ainsi que la nature des cours et épreuves".

\+

\+ +

L'article 9, alinéa dernier, serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Les candidats sous-officiers de carrière peuvent être astreints à recevoir tout ou partie de leur formation dans un établissement militaire étranger".

\+

\+ +

.../...

Article 11.

Dans l'avis de la section de législation concernant le projet qui devint la loi du 1er mars 1958, l'observation suivante avait été faite :

"En disposant en son article 7 que "les grades conférés par le Roi, dans les forces armées, constituent l'état d'officier, le projet reprend une disposition qui, depuis la loi du 16 juin 1836, se retrouve dans les diverses lois ayant trait à la position et l'avancement des officiers.

Bien que cette disposition ait acquis un caractère traditionnel, aucun effet juridique n'a jamais été attaché à la notion d' "état d'officier". L'article 124 de la Constitution ne parle que "des grades, honneurs et pensions" dont les militaires ne peuvent être privés qu'en vertu d'une loi. Cette disposition peut donc être omise".

Cette remarque est aussi applicable à l'alinéa 1er de l'article 11 et à la seconde phrase de l'article 51 du projet.

+

\+ +

.../...

L'article 11, alinéa 2, gagnerait à être rédigé comme suit :

"Les sous-officiers sont nommés aux divers grades par le Ministre de la Défense nationale".

\+

\+ +

Article 12.

L'article 12 du projet dispose :

"Avant d'entrer en fonctions, le sergent de carrière prête serment entre les mains de son chef de corps, selon la formule déterminée par le décret du 20 juillet 1831".

Les sous-officiers des forces armées sont certainement compris parmi "les citoyens chargés d'un ministère ou d'un service public quelconque" qui, suivant le décret du 20 juillet 1831, sont tenus de prêter serment avant d'entrer en fonctions.

L'article 12 du projet n'a comme objet que de préciser l'autorité compétente pour recevoir le serment. Il s'indiquerait dès lors de rédiger cet article de la manière suivante :

.../...

"Article 12.-

Le serment prévu par le décret du 20 juillet 1831 est prêté par le sergent de carrière, entre les mains de son chef de corps".

+

+ +

L'article 12 du projet appelle une seconde observation. Sa rédaction et sa place dans le projet sembleraient indiquer qu'il ne s'applique qu'aux sous-officiers de carrière. Le croire serait inexact, car il est rendu applicable par l'article 41 aux musiciens militaires de carrière et par l'article 72 aux sous-officiers de complément.

Suivant ces textes, seuls les sergents temporaires n'auront pas, en dérogation au décret du 20 juillet 1831, à prêter serment. De plus, le sous-officier de complément passant dans la catégorie des sous-officiers de carrière devra prêter serment, une seconde fois.

Si cependant les intentions du Gouvernement étaient de faire prêter serment par tous les sous-officiers et de ne le faire prêter qu'une seule fois au moment de l'entrée dans le cadre actif des sous-officiers, il s'indiquerait d'insérer l'article 12 dans le titre Ier qui contient les dispositions générales, et de le rédiger comme suit :

.../...

"Article .-

Lors de son entrée dans le cadre actif des sous-officiers, le militaire prête le serment prévu par le décret du 20 juillet 1831, entre les mains de son chef de corps".

+

+ +

Article 13.

Les conditions nécessaires pour la nomination au grade de sous-lieutenant de carrière sont fixées par la loi du 1er mars 1958; il y est notamment prévu, en ce qui concerne le recrutement des officiers par la voie du cadre, un cycle de formation. En exécution de cette disposition, l'arrêté royal du 23 septembre 1959 relatif au recrutement des officiers de carrière par la voie du cadre a prévu en son article 49 que le Ministre peut conférer un ou plusieurs grades de sous-officiers aux candidats officiers pendant la période de leur formation.

La place d'une telle disposition se trouve normalement dans le statut de l'officier et non dans le projet.

.../...

Si le Gouvernement se rallie à cette observation, l'article 13 aurait trait à la commission au seul grade de sergent des candidats sous-officiers de carrière. Il pourrait être rédigé comme suit :

"Article 13.-

Le Ministre de la Défense nationale ou les autorités militaires qu'il délègue peuvent commissionner au grade de sergent les candidats sous-officiers de carrière au cours de leur formation.

Le Roi règle les modalités de l'octroi et du retrait de la commission. Toutefois, le retrait est obligatoire lorsque le sous-officier commissionné ne satisfait pas, en temps voulu, aux conditions qui restent à remplir pour sa nomination".

\+

\+ +

Article 15.

L'article 15 du projet prévoit qu'entraîne de plein droit le retrait du grade de sous-officier de carrière, notamment :

"4° la mise à la pension pour inaptitude au service du personnel navigant de la force aérienne, lorsque l'intéressé n'est pas admis dans le cadre des sous-officiers de réserve du personnel non navigant".

.../...

Les lois des 14 juillet 1930 et 13 juillet 1934, qui ont modifié les lois coordonnées sur les pensions militaires pour y insérer notamment des dispositions relatives aux aviateurs, sont antérieures à la division de l'armée en plusieurs forces : la notion du personnel navigant qui y figure ne répond sans doute plus exactement à celle d'aujourd'hui, puisque l'article 15, 4°, du projet précise qu'il s'applique au personnel navigant de la force aérienne. Le Conseil d'Etat a déjà, à plusieurs reprises, attiré l'attention sur les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter aux lois coordonnées sur les pensions militaires, étant donné les transformations de l'organisation des forces armées et de leurs cadres. L'article 15, 4°, du projet révèle que la notion du personnel navigant figurant dans ces lois devrait, elle aussi, être précisée.

\+

\+ +

Article 18.

L'article 18, alinéa 2, du projet, in fine, devrait être rédigé comme suit :

" ... ne peut dépasser au total douze mois au cours de la carrière du sous-officier".

\+

\+ +

.../...

Article 21.

L'article 21 du projet, après avoir fixé les règles régissant la suspension par mesure d'ordre, dispose, en son dernier alinéa :

"Si la privation du grade, la démission d'office de l'emploi, la dégradation militaire ou l'interdiction sans sursis d'un des droits énumérés à l'article 31 du Code pénal est prononcée, la suspension est convertie en non-activité".

Comme le but de cette disposition est de convertir la période de suspension en période de non-activité dès lors que le militaire intéressé se voit retirer son grade d'une manière ou d'une autre, il y aurait lieu de compléter l'énumération de l'article 21 par la mention de la destitution prévue à l'article 19 du Code pénal ordinaire et du renvoi de l'armée prévu dans le règlement de discipline.

\+

\+ +

Article 22.

L'article 22 du projet serait mieux rédigé comme suit :

"Article 22.-

Le sous-officier de carrière se trouvant dans un des cas prévus à l'article 17 reste soumis à la juridiction et à la discipline militaire".

\+

\+ +

.../...

Article 25.

L'article 25, paragraphe 2, du projet dispose :

"§ 2. Le sous-officier contraint de quitter le service pour inaptitude physique n'a plus d'obligations militaires".

La loi du 1er mars 1958 en son article 22, paragraphe 2, énumère les divers cas dans lesquels l'officier est contraint de quitter le service pour cause d'inaptitude physique.

Pour éviter des controverses qui pourraient naître de la différence de rédaction entre cette loi et le projet, il y aurait lieu de rédiger le paragraphe 2 de la manière suivante :

"§ 2. N'a plus d'obligations militaires :

1° le sous-officier réformé en application du paragraphe 1er;

2° le sous-officier mis à la pension pour cause d'inaptitude physique;

3° le sous-officier qui tombe sous l'application de l'article 2, A, 4°, des lois coordonnées sur les pensions militaires".

\+

\+ \+

.../...

Article 26.

L'article 26 du projet prévoit que le Ministre de la Défense nationale prononce la démission d'office de l'emploi d'un sous-officier de carrière "après consultation d'un conseil d'enquête". L'alinéa 3 de cet article dispose notamment :

"Ce conseil apprécie si les faits sont établis et donne un avis sur leur gravité".

Cet article est en grande partie la reproduction de l'article 23 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve. L'alinéa 3 de cet article définit la compétence du conseil d'enquête préalablement à la démission d'office de l'emploi d'officier de la manière suivante :

"Le conseil d'enquête recherche si les faits sont établis et donne un avis sur leur gravité".

Cette disposition a été exécutée par l'article 40 de l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière, dont le paragraphe 1er est rédigé comme suit :

"Si, à l'expiration du délai fixé pour le dépôt du mémoire, le conseil d'enquête juge l'affaire en état, il statue sur l'existence des faits mis à charge de l'officier en cause. Si, à la majorité des voix, l'existence des faits est reconnue, le conseil d'enquête donne sans délai son avis sur leur gravité ainsi que sur leur incompatibilité avec l'état d'officier".

.../...

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de prendre des dispositions similaires concernant les sous-officiers, il conviendrait de définir la compétence du conseil d'enquête dans la première phrase de l'article 26, alinéa 3, de la manière suivante :

"Ce conseil statue sur l'existence des faits et, s'ils sont établis, donne son avis sur leur gravité".

\+

\+ +

Article 27.

L'article 27 du projet prévoit qu'un sous-officier peut être démis d'office de son emploi ou rétrogradé pour inaptitude professionnelle. Ces mesures sont prises sur proposition ou sur avis conforme des supérieurs hiérarchiques; le sous-officier intéressé peut introduire un mémoire justificatif.

Suivant l'exposé des motifs, il n'y a pas lieu de consulter un conseil d'enquête parce que seuls les chefs hiérarchiques sont à même de juger de l'inaptitude de l'intéressé.

Les statuts de sous-officiers actuellement d'application donnent plus de garantie que le projet aux intéressés; si leur aptitude professionnelle est mise en question, un conseil d'enquête est appelé à donner un avis (loi du 27 juillet 1934, article 11; loi du 9 juillet 1951, article 12; loi du 23 décembre 1955, article 8).

\+

\+ +

Article 31.

Suivant l'article 31, paragraphe 2, alinéa 1er, du projet :

"Le sous-officier de carrière qui, antérieurement à sa nomination au grade de sergent, a été commissionné à ce grade par application de l'article 13, est nommé avec effet rétroactif à la date d'octroi de la commission, pour autant que sa manière de servir soit jugée satisfaisante".

Cette disposition reprend les termes de l'article 34, paragraphe 2, de la loi du 1er mars 1958 en y apportant la précision "pour autant que sa manière de servir soit jugée satisfaisante".

Il est inutile d'ajouter cette condition puisque le Ministre, en vertu de l'article 10, "apprécie les qualités morales du candidat préalablement à l'octroi de la nomination au grade de sergent".

Selon les explications données au Conseil d'Etat, en insérant cette condition, le Gouvernement entend faire bénéficier de tout ou partie de la rétroactivité ou ne pas en accorder du tout le bénéfice, suivant l'appréciation qu'il portera sur la manière de servir du sergent commissionné.

.../...

L'article 31, paragraphe 2, alinéa 1er, devrait, dès lors, être rédigé de la manière suivante :

"Le sous-officier de carrière qui, antérieurement à sa nomination au grade de sergent, a été commissionné à ce grade par application de l'article 13, est nommé avec effet rétroactif à la date d'octroi de la commission; toutefois, il pourra être privé en tout ou en partie du bénéfice de cette rétroactivité, si sa manière de servir n'est pas jugée pleinement satisfaisante".

\+

\+ +

L'article 31, paragraphe 2, alinéa 2, gagnerait à être rédigé comme suit :

"Lorsque le sous-officier commissionné n'a pas terminé sa formation dans le délai fixé ou lorsqu'il a subi une perte d'ancienneté en application de l'article 33, la date de sa nomination est fixée en tenant compte du délai supplémentaire qui lui est nécessaire pour terminer cette formation, ou de la perte d'ancienneté qu'il a subie".

\+

\+ +

.../...

Article 34.

L'article 34 du projet fixe l'incidence des transferts sur l'ancienneté et sur l'avancement des sous-officiers.

Son paragraphe 1er a trait au transfert d'office prévu par l'article 6 du projet. Son paragraphe 2 concerne le transfert sur demande prévu par l'article 7 du projet.

Aucune disposition n'est prise en ce qui concerne les transferts d'office prévus à l'article 8 et qui sont ordonnés par le Ministre lorsqu'une modification dans l'organisation des forces armées impose une nouvelle répartition des sous-officiers.

Il y aurait lieu de compléter l'article 34 pour réparer cette lacune.

\+

\+ \+

Après avoir prévu que le sous-officier de carrière transféré à sa demande dans un autre groupe d'emplois y est classé à la suite des sous-officiers nommés en même temps que lui au grade dont il est revêtu, l'article 34 dispose en son paragraphe 2, alinéa 2 :

"Il suit pour l'avancement le sort des sous-officiers de carrière de ce groupe d'emplois qui ont été nommés en même temps que lui au grade de sergent et qui ont effectué une carrière normale".

.../...

Une telle disposition est inapplicable au cas du militaire transféré à sa demande dans un groupe d'emplois où les sous-officiers de son ancienneté de sergent sont déjà promus à un grade plus élevé que le sien parce que l'avancement a été, pour une raison ou une autre, plus rapide dans ce groupe.

Deux cas spéciaux peuvent illustrer cette observation :

- en application de l'article 36, alinéa 2, l'avancement des sous-officiers titulaires du brevet de mécanicien de marine de première classe peut être plus rapide que celui des autres sous-officiers;

- en application de l'article 3, l'avancement dans le personnel navigant de la force aérienne sera plus rapide que dans les autres groupes d'emplois puisque le grade de premier sergent n'y est pas prévu.

Le sous-officier transféré dans ur de ces groupes ne pourra pas suivre pour l'avancement le sort des sous-officiers qui ont été promus en même temps que lui au grade de sergent puisque, en raison de leur avancement plus rapide, ils seront vraisemblablement titulaires d'un grade supérieur à celui du militaire transféré.

Il y aurait, dès lors, lieu de compléter l'article 34, paragraphe 2, alinéa 2, par une disposition qui prévoirait cette hypothèse.

\+

\+ \+

.../...

Article 35.

L'article 35, paragraphe 1er, du projet débute par la disposition suivante :

"L'avancement des sous-officiers de carrière a lieu par groupes d'emplois".

Cette disposition devrait former un article qui figurerait en tête du chapitre et serait rédigée comme suit :

"Article

L'avancement des sous-officiers de carrière a lieu au sein de chaque groupe d'emplois".

\+

\+ +

Les autres dispositions du paragraphe 1er, alinéa 1er, et de l'alinéa 2 de l'article 35 seraient mieux rédigées comme suit :

"§ 1er. Les nominations ont lieu à l'ancienneté parmi les sous-officiers remplissant les conditions prévues par la présente loi.

Toutefois, le sous-officier qui n'est pas jugé apte à l'exercice des fonctions du grade supérieur ou dont la manière de servir n'est pas jugée satisfaisante, peut être dépassé à l'avancement".

\+

\+ +

.../...

Le paragraphe 3 de l'article 35 est étranger au principe de l'avancement à l'ancienneté. Il fixe une condition spéciale pour certains sous-officiers de la force navale. Il devrait, dès lors, faire l'objet d'un article qui comprendrait diverses dispositions spéciales relatives à l'avancement des sous-officiers de la force navale(voir les observations concernant les articles 36 et 38).

\+

\+ +

Article 36.

Après avoir disposé que le sous-officier ne peut être promu au grade supérieur s'il ne compte deux ans d'ancienneté dans le grade dont il est revêtu, l'article 36 du projet prévoit une dérogation en faveur de certains sous-officiers de la force navale dans les termes suivants :

"Toutefois, le Roi peut fixer une durée minima moindre en faveur des sous-officiers de carrière de la force navale titulaires du brevet de mécanicien de marine de première classe délivré par l'administration de la marine et de la navigation intérieure".

Cette possibilité de déroger à la règle des deux années d'ancienneté dans le grade est expliquée dans l'exposé des motifs par la qualification professionnelle de ces sous-officiers qui, dans la marine marchande, auraient un grade d'officier mécanicien.

.../...

Cette disposition dérogatoire doit être mise en rapport avec l'article 38, qui prévoit que pour être nommé au grade d'adjudant-chef il faut notamment avoir au moins dix années d'ancienneté de sous-officier. Suivant les explications qui ont été données au Conseil d'Etat, en permettant au Roi de déroger à la règle des deux années d'ancienneté dans le grade, le projet doit également lui permettre de déroger à la règle des dix années fixée à l'article 38.

\+

\+ \+

Il est suggéré de rédiger, après l'article 36, un article qui n'aurait trait qu'aux sous-officiers de la force navale et qui reprendrait l'article 35, § 3, et l'article 36, alinéa 2, avec la précision relative à la dérogation à l'article 38.

Il pourrait être rédigé comme suit :

"Article ___

§ 1er. Les sous-officiers du personnel navigant de la force navale doivent, pour être promus à un grade supérieur, justifier de l'accomplissement d'un temps de navigation à déterminer par le Roi.

§ 2. Par dérogation à l'article 36, le Roi peut fixer à moins de deux ans l'ancienneté de grade exigée pour la promotion au grade supérieur, en faveur des sous-officiers de la force navale titulaires du brevet de mécanicien de marine de première classe délivré par l'administration de la marine et de la navigation intérieure.

.../...

Par dérogation à l'article 38, le Roi peut fixer, en faveur des mêmes sous-officiers, à moins de dix ans, l'ancienneté de sous-officier requise pour qu'ils puissent être promus au grade de maître principal".

\+

\+ +

Article 37.

Suivant l'article 37 du projet, "le Roi fixe les règles de participation, le programme et les modalités d'organisation" de l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major.

Pour les raisons émises concernant l'article 9, alinéa 2, c'est au Ministre que devrait appartenir la fixation du programme de l'épreuve dont la nature serait fixée par le Roi.

L'article 37 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 37.-

Nul ne peut être nommé au grade de premier sergent-major s'il n'a satisfait à une épreuve. Le Roi fixe la nature de cette épreuve ainsi que les conditions qui doivent être remplies pour pouvoir y participer".

\+

\+ +

.../...

Article 38.

Pour pouvoir être nommé au grade d'adjudant-chef, il faut, suivant l'article 38 du projet, avoir au moins dix années d'ancienneté de sous-officier.

Le projet institue, à côté des sous-officiers de carrière, les sous-officiers temporaires et les sous-officiers de complément en leur donnant la possibilité d'entrer dans le cadre des sous-officiers de carrière.

Comme il est dans les intentions du Gouvernement de tenir compte, pour la nomination au grade d'adjudant-chef, de l'ancienneté dans les trois catégories de sous-officiers du cadre actif, il y aurait lieu de préciser l'article 38, alinéa 1er, sur ce point.

\+

\+ \+

Pour pouvoir être nommé au grade d'adjudant-chef, l'article 38 prévoit également que le candidat doit s' "être classé en ordre utile à une épreuve de qualification". Suivant l'exposé des motifs, il s'agit d'un concours; il y aurait lieu de le préciser dans le texte même de l'article.

\+

\+ \+

.../...

Suivant le projet, le Roi fixe les règles de participation, le programme et les modalités d'organisation de ce concours.

Pour les raisons émises concernant l'article 9, alinéa 2, c'est au Ministre que devrait appartenir la fixation du programme du concours dont la nature serait déterminée par le Roi.

\+

\+ +

L'article 38, alinéa 2, dispose que "le nombre d'emplois à conférer est fixé avant l'ouverture des épreuves".

Suivant les intentions du Gouvernement, c'est le Ministre qui déterminera ce nombre d'emplois. L'article 38 devrait être précisé également sur ce point.

\+

\+ +

Tenant compte de ces diverses observations, la rédaction de l'article 38 est proposée en ces termes :

"Article 38.-

Nul ne peut être nommé au grade d'adjudant-chef s'il n'a au moins dix années d'ancienneté de sous-officier du cadre actif et s'il ne s'est classé en ordre utile à un concours d'accession.

.../...

Le Roi fixe la nature de ce concours ainsi que les conditions qui doivent être remplies pour pouvoir y participer.

Avant l'ouverture du concours, le Ministre de la Défense nationale fixe le nombre d'emplois maximum à conférer aux concurrents".

\+

\+ \+

Le chapitre VII du titre II du projet a trait aux musiciens de carrière.

La situation juridique des musiciens militaires est peu claire. La loi du 11 avril 1936 a inséré dans la loi du 27 juillet 1934 une disposition relative à ces militaires, aux termes de laquelle cette loi, sous certaines réserves, leur était rendue applicable; la loi du 9 juillet 1951 a rendu cette même loi du 27 juillet 1934 applicable aux musiciens de la force navale.

Les musiciens militaires bénéficient actuellement des garanties prévues par le statut des sous-officiers de carrière; toutefois ils n'ont pas de grade de sous-officier et sont soumis à un régime d'avancement spécial.

Les musiciens militaires sont assimilés pour l'application du statut pécuniaire, à certains grades de sous-officiers (arrêté royal du 9 avril 1952, annexes tableau II, modifié par l'arrêté royal du 26 février 1958). C'est ce grade d'assimilation qui sert de base pour le calcul du montant de leur pension.

.../...

Si le Gouvernement ne les comprenait pas dans la catégorie des sous-officiers de carrière (exposé des motifs : passage relatif au chapitre VII du titre II), il y aurait lieu de réunir les dispositions relatives aux musiciens de carrière non dans un chapitre du titre ayant trait aux sous-officiers de carrière, mais dans un titre distinct. Il faudrait dans ce cas, compléter l'énumération des catégories du cadre actif figurant à l'article 1er, 1°, par la mention des musiciens militaires de carrière.

\+

\+ \+

Le chapitre ayant trait aux musiciens militaires de carrière appelle une seconde observation.

Parmi les musiciens militaires, un régime particulier est fait aux musiciens du premier régiment des guides.

Suivant les renseignements qui ont été donnés au Conseil d'Etat, ces musiciens sont, comme les autres, actuellement soumis à la loi du 27 juillet 1934 mais, étant donné leur qualification, ils bénéficient traditionnellement d'un régime plus favorable au point de vue de leur traitement et de leur pension. Leur statut pécuniaire n'est pas celui des militaires, mais bien celui des agents civils du Ministère de la Défense nationale; c'est ainsi qu'ils figurent dans l'arrêté royal du 16 mars 1954 fixant les échelles des grades particuliers du Ministère de la Défense nationale. De plus, en exécution des lois coordonnées sur les pensions militaires (article 2, A, 3°, b,

.../...

modifié par la loi du 30 juin 1947), ils sont, pour le calcul de leur pension, assimilés à un grade qui varie suivant la durée de leurs services effectifs.

Pour supprimer toute incertitude concernant l'application du présent projet aux musiciens du Ier Guides, il serait bon que l'exposé des motifs précise qu'ils sont compris parmi les musiciens militaires de carrière.

\+

\+ +

Sous réserve de ces deux observations générales, il est proposé de placer en tête des dispositions relatives aux musiciens militaires, un article général rédigé comme suit :

"Article _____

Les musiciens militaires de carrière sont régis par les règles spéciales fixées au présent chapitre".

\+

\+ +

Article 40.

L'article 40 du projet gagnerait à être rédigé comme suit :

"Les grades auxquels les musiciens de carrière sont nommés par le Ministre de la Défense nationale se succèdent dans l'ordre hiérarchique suivant :

.../...

- musicien de troisième classe;
- musicien de deuxième classe;
- musicien de première classe;
- sous-chef de musique;
- sous-chef de musique principal".

Il serait de plus souhaitable, pour éviter toute difficulté concernant l'application de la présente loi, que ces grades soient assimilés aux grades des sous-officiers.

\+

\+ \+

Article 41.

La rédaction de l'article 40 qui vient d'être proposée rend l'article 41, alinéa 1er, du projet superflu.

L'article 41, alinéa 2, dispose :

"Les articles 11 et 12 du chapitre II, ainsi que les chapitres III et IV du présent titre, sont applicables".

Il n'est pas nécessaire de viser l'article 11, si le pouvoir de nomination est donné au Ministre par l'article 40 tel qu'il est proposé ci-dessus.

Si le Gouvernement insère l'article 12 du projet relatif à la prestation de serment dans le titre Ier qui concerne toutes les catégories de sous-officiers du cadre actif, il n'y a pas lieu d'y faire allusion dans l'article 41, alinéa 2.

Cet alinéa 2 pourrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Les chapitres III et IV du présent titre sont applicables aux musiciens militaires de carrière".

.../...

Article 42.

L'article 42 du projet dispose, en son paragraphe 1er, que, pour être nommé musicien de troisième classe, il faut notamment remplir les conditions prévues à l'article 9, 1° à 3°.

L'article 9, 1°, prévoit qu'il faut "être au service actif comme volontaire ou comme rengagé".

Cette disposition peut-elle être rendue applicable telle quelle à la nomination comme musicien de troisième classe ? Il existe, en effet, des musiciens de cinquième et de quatrième classe que le statut pécuniaire assimile au rang de caporal (arrêté royal du 9 avril 1952, annexes tableau II, modifié par l'arrêté royal du 26 février 1958).

On peut se demander, dès lors, si, pour être nommé musicien de troisième classe, il ne faut pas être volontaire ou rengagé comme musicien de quatrième classe.

S'il en était ainsi, l'article 42, § 1er, 1°, devrait être modifié.

\+

\+ \+

Se référant à l'observation faite sous l'article 9, alinéa 2, il est proposé de rédiger l'article 42, § 1er, 2°, de la manière suivante :

.../...

"2° avoir satisfait aux épreuves professionnelles dont le Roi détermine la nature et les conditions de participation".

\+
\+ +

L'article 42, § 2, serait mieux en concordance avec les autres dispositions du projet traitant du même objet, s'il était rédigé comme suit :

"§ 2. Les qualités morales du candidat sont appréciées par le Ministre de la Défense nationale avant que l'intéressé ne soit admis aux épreuves professionnelles prévues au § 1er.

Le Ministre de la Défense nationale apprécie à nouveau les qualités morales du candidat préalablement à l'octroi de la nomination comme musicien de troisième classe".

\+
\+ +

Article 43.

L'article 43, alinéa 1er, du projet dispose :

"Le musicien de carrière ne peut être transféré dans un des groupes d'emplois prévus à l'article 4, qu'à sa demande et à condition de satisfaire à une épreuve d'aptitude".

.../...

L'article 4 s'applique aussi bien aux sous-officiers de complément et aux sous-officiers temporaires, qu'aux sous-officiers de carrière.

Si l'intention du Gouvernement est bien de prévoir la possibilité du transfert d'un musicien de carrière dans les trois catégories de sous-officiers du cadre actif, il y aurait lieu, pour éviter tout doute, de rédiger l'article 43, alinéa 1er, de la manière suivante :

"Le musicien de carrière ne peut être transféré dans un des groupes d'emplois des sous-officiers du cadre actif qu'à sa demande et à la condition de satisfaire à une épreuve d'aptitude".

\+

\+ +

L'article 43 ne règle pas la question, qui n'est sans doute que théorique, du transfert d'un sous-officier du cadre actif dans le cadre des musiciens militaires de carrière.

\+

\+ +

.../...

Article 44.

Si le Gouvernement fait sienne la proposition de rédaction de l'article 40, il y aurait lieu de rédiger l'article 44 du projet comme suit :

"Article 44.-

Le Roi fixe les dispositions relatives à l'ancienneté et à l'avancement de grade des musiciens de carrière".

+

+ +

Article 45.

L'article 45 du projet gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 45.-

§ 1er. Le sous-officier de gendarmerie qui a obtenu la démission de son emploi peut, à sa demande, être admis avec son grade dans une autre force; toutefois, le maréchal des logis chef de gendarmerie est admis avec le grade de premier sergent.

§ 2. L'intéressé est versé dans la catégorie des sous-officiers de carrière, lorsqu'il remplit les conditions d'études fixées à l'article 9, 4°, et a subi avec succès ... (la suite comme au projet) ...

.../...

§ 3. Jusqu'à ce qu'il ait rempli les conditions prévues au § 2, l'intéressé bénéficie du statut du sous-officier de carrière, à l'exception des règles relatives à l'avancement. Si les conditions ne sont pas réunies dans le délai de trois ans, l'intéressé est rendu à la vie civile à moins qu'il ne demande et obtienne sa réintégration dans la gendarmerie.

§ 4. Lorsque le sous-officier de gendarmerie a donné sa démission pour participer au recrutement d'officiers dans une autre force armée, le délai prévu au § 3 peut être prolongé par le Ministre de la Défense nationale, eu égard à la durée de la formation que l'intéressé doit recevoir".

\+

\+ +

Le chapitre IX du titre II du projet est intitulé : "Dispositions transitoires". Les articles 46 à 48, qui forment ce chapitre, devraient trouver leur place non dans le titre II du projet, mais dans le titre V, qui contiendrait toutes les dispositions finales et transitoires.

\+

\+ +

Article 46.

La loi du 27 juillet 1934 prévoit, en son article 12, que le grade d'adjudant comporte un certain nombre d'adjudants de première classe, déterminé par arrêté royal.

De son côté, la loi du 9 juillet 1951 prévoit, en son article 23, que le grade de premier maître-chef comporte un certain nombre de premiers maîtres-chefs de première classe, fixé par le Roi.

Le projet, en son article 3, supprime ces subdivisions du dernier grade de sous-officier et crée, d'une part, le grade d'adjudant-chef et, d'autre part, celui de maître principal. Ces grades ne seront conférés qu'après dix années d'ancienneté de sous-officier d'active et suivant les résultats d'un concours.

Cette modification nécessite une mesure transitoire; elle est réglée par l'article 46 du projet dans les termes suivants :

"Les adjudants qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, appartiennent à la catégorie dite de première classe par la législation antérieure, conservent cette dénomination ... ".

En prévoyant, à titre transitoire, que seule la dénomination d'adjudant de première classe ou de premier maître-chef de première classe est maintenue aux intéressés, le projet ne tient pas compte de ce que le statut pécuniaire du personnel appointé des forces

.../...

armées prévoit, pour ces sous-officiers, un traitement plus important que celui de l'adjudant ou du premier maître-chef (arrêté royal du 9 avril 1952, annexes tableau I, modifié par l'arrêté royal du 30 avril 1958). Comme il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement d'attacher à la réforme des grades des sous-officiers une conséquence d'ordre pécuniaire pour les militaires actuellement adjudants de première classe ou premier maître-chef de première classe, il y aurait lieu de préciser l'article 46 du projet et de le rédiger de la manière suivante :

"Article 46.-

Les militaires qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont adjudants de première classe, sont maintenus dans cette subdivision du grade d'adjudant. Ils accèdent au grade d'adjudant-chef aux conditions fixées à l'article 38.

Il en est de même à la force navale, pour les premiers maîtres-chefs de première classe".

\+

\+ +

Article 47.

L'article 47 du projet sera étudié en même temps que l'article 73.

\+

\+ +

.../...

Article 48.

L'article 48 du projet serait mieux rédigé comme suit :

"Article 48.-

Le Roi détermine les mesures transitoires nécessaires pour l'application des dispositions des chapitres V et VI".

+

+ +

TITRE III. LES SOUS-OFFICIERS TEMPORAIRES.

La création d'une catégorie de sous-officiers temporaires appelle une observation générale concernant l'application des lois sur la milice aux membres de cette nouvelle catégorie.

Les lois sur la milice coordonnées le 2 septembre 1957, modifiées par la loi du 16 août 1958, fixent, en leur chapitre VIII, un certain nombre de règles relatives aux engagements et rengagements. Elles donnent notamment au Roi le pouvoir d'arrêter "les conditions auxquelles sont subordonnées l'admission et la résiliation des engagements et rengagements", et au Ministre celui de déterminer "les modalités particulières qui régissent les diverses espèces d'engagements et de rengagements, le terme de service actif imposé aux engagés et la durée du service imposée aux rengagés"(article 79).

.../...

Elles fixent également la situation, au regard de leurs obligations de milice, des volontaires dont l'engagement ou le rengagement a pris fin d'une manière ou d'une autre (article 83).

Ces dispositions constituent actuellement le statut des soldats, caporaux, ainsi que des sous-officiers qui ne font pas partie du corps des sous-officiers de carrière, institué par la loi du 27 juillet 1934, et pour la force navale par la loi du 9 juillet 1951.

Le projet crée en son titre III la catégorie des sous-officiers temporaires. Il donne à ceux-ci un statut propre. Toutefois, la terminologie de ses dispositions indique que l'on entend continuer à leur appliquer le chapitre VIII des lois sur la milice et, par conséquent, également les dispositions de l'arrêté royal du 3 septembre 1952 qui a été pris pour l'exécuter.

En effet, au lieu de parler de l'engagement des sous-officiers temporaires en donnant à ce mot un sens général, on parle de "l'engagement et du rengagement" dans l'acception de ces mots déterminée par les articles 77 et suivants des lois sur la milice (voir notamment les articles 53, 55, 58, 59 et 61 du projet).

Cette application des lois sur la milice et du projet aux mêmes sous-officiers est susceptible d'entraîner des difficultés.

Un seul exemple le démontrera.

.../...

Le projet prévoit en son article 58 la résiliation d'office de l'engagement ou du rengagement pour faits graves.

Comment faudra-t-il concilier une telle disposition avec l'arrêté royal du 3 septembre 1952 relatif aux engagements et rengagements volontaires en temps de paix que le Roi a pris en exécution de l'article 79 des lois sur la milice ? Cet arrêté prévoit diverses causes de résiliation de l'engagement et du rengagement en ses articles 12 à 14.

Cet exemple révèle également combien il sera difficile pour le sous-officier temporaire de connaître exactement son statut.

Il n'en serait pas ainsi dans le cas où le projet réglerait entièrement le statut du sous-officier temporaire, indépendamment des lois sur la milice.

Cette solution a, du reste, été adoptée par le législateur lorsqu'il a fixé, par ses lois du 23 décembre 1955, le statut des officiers et sous-officiers auxiliaires de la force aérienne.

\+

\+ \+

Si le Gouvernement se ralliait à cette proposition, le projet devrait être complété sur divers points. L'on peut citer à titre d'exemples :

.../...

- la résiliation de l'engagement pour inaptitude professionnelle (arrêté royal du 3 septembre 1952);
- l'incidence des services effectués sur les obligations de milice (article 83 des lois sur la milice);
- la prime de départ (article 79 des mêmes lois, modifiées par la loi du 16 août 1958).

Le projet , de plus, devrait subir des modifications; il y aurait notamment lieu de remplacer les mots "engagement et rengagement" par celui d'"engagement".

Cette solution aura comme résultat de diminuer le champ d'application du chapitre VIII des lois sur la milice; indépendamment du personnel de la gendarmerie, il n'aurait plus trait qu'aux soldats et caporaux.

\+

\+ +

C'est sous réserve de ces observations générales que l'examen du titre III est effectué.

\+

\+ +

.../...

Article 49.

L'article 49, alinéa 1er, 4° et 5°, du projet serait mieux rédigé comme suit :

"4° être porteur d'un diplôme ou certificat du quatrième degré des études primaires ou d'études dont l'équivalence avec les précédentes est fixée par le Ministre de la Défense nationale;

5° avoir suivi avec succès le cycle de formation et satisfait aux épreuves prévues pour les candidats sous-officiers temporaires".

\+

\+ \+

Pour les raisons émises concernant l'article 9, alinéa 2, c'est au Ministre que devrait appartenir la fixation du programme de cours et épreuves dont la nature serait fixée par le Roi.

L'alinéa 2 de l'article 49 devrait être rédigé comme suit :

"Le Roi détermine le cycle de formation, la nature des cours et épreuves ainsi que les conditions qui doivent être remplies pour pouvoir y participer".

+

\+ +

L'article 49, alinéa dernier, serait mieux rédigé comme suit :

"Les candidats sous-officiers temporaires peuvent être astreints à recevoir tout ou partie de leur formation dans un établissement militaire étranger".

+

\+ +

Article 51.

Voir l'observation formulée concernant l'article 11.

+

\+ +

.../...

Article 52.

L'article 52 du projet dispose :

"Les dispositions de l'article 13 sont applicables aux sous-officiers temporaires".

Cet article 13 ne doit être rendu applicable aux sous-officiers temporaires qu'en tant qu'il a trait à la commission à un grade de sous-officier, des candidats sous-officiers pendant la période de leur formation et non des candidats officiers.

Si le texte proposé par le Conseil d'Etat pour l'article 13 était admis, cette distinction serait réalisée et l'article 52 ne susciterait pas d'observation.

S'il n'en était pas ainsi, il y aurait lieu de rédiger l'article 52 de la manière suivante :

"Article 52.-

Le Ministre de la Défense nationale ou les autorités militaires qu'il délègue peuvent commissionner au grade de sergent temporaire, les candidats sous-officiers temporaires, au cours de leur formation.

Le Roi règle les modalités de l'octroi et du retrait de la commission. Toutefois, le retrait est obligatoire lorsque le sous-officier commissionné ne satisfait pas en temps voulu aux conditions qui restent à remplir pour sa nomination".

\+

\+ \+

.../...

Article 56.

Suivant l'article 56 du projet, le Ministre de la Défense nationale peut, dans certains cas, suspendre par mesure d'ordre un sous-officier pour une durée de trois mois.

Contrairement à l'article 21 du projet et à l'article 18 de la loi du 1er mars 1958, aucune possibilité de prolonger la durée de la suspension n'est prévue alors que l'action judiciaire et l'action disciplinaire ne seront peut-être pas terminées dans le délai de trois mois. Il y aurait lieu de prévoir une disposition similaire à celle de l'article 21 du projet, qui compléterait l'alinéa 1er de l'article 56 dans les termes suivants :

"Le Ministre de la Défense nationale peut, en cas de besoin, prolonger la suspension de trois en trois mois".

\+

\+ \+

Article 58.

Le sous-officier temporaire qui s'est rendu coupable de faits graves incompatibles avec son état de sous-officier, peut voir son engagement résilié d'office.

L'article 58 du projet ne prévoit pas l'intervention d'un conseil d'enquête, alors que l'article 26 du projet prévoit qu'il appartient à un conseil d'enquête d'apprécier si les faits sont établis et de donner un avis sur leur gravité, préalablement à la démission d'office d'un sous-officier de carrière.

.../...

Ce manque de similitude est d'autant moins explicable qu'en ce qui concerne le sous-officier temporaire séparé de l'armée, il est prévu qu'un conseil d'enquête devra connaître des faits qui sont à l'origine de l'absence et de la conduite de l'intéressé pendant cette absence préalablement à une décision concernant la fixation de l'ancienneté du militaire (article 60).

Il en résulte une anomalie : dans les cas graves pouvant donner lieu à résiliation d'office de l'engagement, il n'y aurait pas de conseil d'enquête alors que, dans des cas qui seront sans doute de moindre gravité, un avis d'un conseil d'enquête devrait être demandé.

Si le Gouvernement entendait établir un parallélisme entre ces situations, l'article 58 devrait être complété en s'inspirant des dispositions de l'article 26, alinéas 2, 3 et 4, du projet.

\+

\+ +

L'article 58, alinéa 1er, du projet gagnerait à être rédigé comme suit :

"Si le sous-officier temporaire s'est rendu coupable de faits graves incompatibles avec son état de sous-officier, la résiliation ... (comme au projet)...".

\+

\+ +

.../...

Article 60.

Le début de l'article 60, alinéa 2, devrait être rédigé comme suit ;

"La période d'absence est décomptée de la période de service actif pour le calcul de l'ancienneté du sous-officier, si les faits ... (comme au projet)...".

+

\+ +

Article 61.

L'article 61, alinéa 1er, du projet gagnerait à être rédigé comme suit :

"A l'exception des cas où l'emploi est retiré définitivement en application de l'article 55, § 2, 2° à 4°, le service actif du sous-officier temporaire prend fin par son licenciement à l'expiration de l'engagement (ou du rengagement) qu'il a souscrit; il est, à ce moment, versé dans le cadre de réserve".

+

\+ +

L'article 61, alinéa 2, du projet dispose :

"Le Ministre de la Défense nationale statue sur le passage dans le cadre de réserve du sous-officier temporaire à qui la résiliation de son engagement ou de son rengagement a été accordée à sa demande".

.../...

La décision du Ministre concernant le passage dans le cadre de réserve du sous-officier temporaire dont la résiliation d'engagement a été accordée sur sa demande, est importante car si cette décision est négative, le sous-officier se verra retirer son grade en application de l'article 53, 4°.

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, le projet n'entend pas donner au Ministre un pouvoir discrétionnaire complet.

Comme le projet s'inspire de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, il est proposé d'adopter une formule similaire à celle de l'article 55, alinéa 2, de cette loi et de rédiger l'article 61, alinéa 2, de la manière suivante :

"Les sous-officiers dont l'emploi a été retiré définitivement par application de l'article 55, § 2, 2°, sont admis par le Ministre de la Défense nationale, à leur demande, dans le cadre de réserve avec leur grade, s'ils satisfont aux conditions déterminées par le Roi".

\+

\+ +

Article 64.

L'article 64 fixe l'incidence des transferts sur l'ancienneté du sous-officier temporaire.

Son paragraphe 1er a trait au transfert d'office prévu par l'article 6 du projet. Son paragraphe 2 concerne le transfert sur demande prévu par l'article 7 du projet.

.../...

Aucune disposition n'est prise en ce qui concerne les transferts d'office prévus à l'article 8 et qui sont ordonnés par le Ministre lorsqu'une modification dans l'organisation des forces armées impose une nouvelle répartition des sous-officiers.

Il y aurait lieu de compléter l'article 64 pour réparer cette lacune.

\+

\+ +

Article 65.

L'article 65 du projet serait mieux rédigé comme suit :

"Article 65.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe, chaque année, le nombre de sous-officiers temporaires qui peuvent être admis dans la catégorie des sous-officiers de carrière de chacune des forces armées".

\+

\+ +

Article 66.

Pour que le sous-officier temporaire puisse être admis dans la catégorie des sous-officiers de carrière, l'article 66 prévoit qu'il doit notamment :

"3° s'être classé en ordre utile aux épreuves imposées aux candidats sous-officiers de carrière par l'article 9, 5°, de la présente loi".

.../...

L'article 9 prévoit que le candidat sous-officier de carrière doit notamment participer à un concours qui lui ouvrira, s'il est dans le nombre des admis, le cycle de formation. Celui-ci se termine par des épreuves qui, elles, ne forment pas l'objet d'un concours, mais d'un examen.

Il résulte de l'article 66, 3°, que le sous-officier temporaire qui désire passer dans la catégorie des sous-officiers de carrière n'aura pas à suivre le cycle de formation; il sera d'emblée admis aux épreuves qui le clôturent. Mais celles-ci constitueront, pour les sous-officiers temporaires, un concours.

Il serait, dès lors, utile de préciser le 3° de l'article 66 en le rédigeant comme suit :

"3° s'être classé en ordre utile aux épreuves imposées aux candidats sous-officiers de carrière par l'article 9, 5°, de la présente loi; ces épreuves constituent pour le sous-officier temporaire un concours".

\+

\+ +

L'article 66, 4°, gagnerait à être rédigé comme suit :

"4° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études moyennes du degré inférieur ou d'études dont l'équivalence avec les précédentes est fixée par le Ministre de la Défense nationale; toutefois, cette condition d'études est remplacée par une épreuve de formation générale fixée par le Ministre de la Défense nationale pour les groupes d'emplois que ce dernier détermine, en raison de l'avancement limité qui y est prévu".

\+

\+ +

.../...

Article 67.

L'article 67 dispose :

"Le sous-officier temporaire admis dans la catégorie des sous-officiers de carrière y passe avec le grade de sergent et son ancienneté dans ce grade".

Le projet ne prévoit pas le classement de l'ancien sous-officier temporaire parmi les sous-officiers de carrière nommés sergent à la même date que lui. Cette hypothèse ne se présentera peut-être pas si, dans la pratique, on est nommé sergent de carrière à une autre date que sergent temporaire. Toutefois, cette pratique peut ne pas être suivie et, dès lors, un classement devrait être prévu.

Il y aurait lieu de compléter l'article 67 du projet sur ce point.

\+

\+ +

Article 68.

L'article 68 du projet serait mieux rédigé comme suit :

"Article 68.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe, chaque année, le nombre de sous-officiers temporaires qui peuvent être admis dans la catégorie des sous-officiers de complément de chacune des forces armées".

\+

\+ +

.../...

Article 69.

Pour les raisons émises concernant l'article 9, alinéa 2, c'est au Ministre que devrait appartenir le pouvoir de fixer les modalités des épreuves professionnelles dont il est question à l'article 69, 3°.

Cette disposition pourrait être rédigée comme suit :

"3° avoir satisfait à des épreuves professionnelles complémentaires dont le Roi fixe la nature et les conditions qui doivent être remplies pour pouvoir y participer".

\+

\+ +

Le titre IV a trait aux sous-officiers de complément. Il est divisé en deux chapitres, le premier relatif au statut de ces sous-officiers et le second à des dispositions transitoires. Ces dernières devraient trouver place dans le titre V.

Il n'y a, dès lors, pas lieu de diviser le titre IV en deux chapitres.

\+

\+ +

Article 70.

L'article 70 du projet formule la règle suivant laquelle le cadre des sous-officiers de complément se recrute exclusivement parmi les sous-officiers temporaires. Il n'est pas nécessaire de répéter que ces

.../...

derniers doivent avoir servi durant cinq années avec le grade de sergent; cette condition n'est pas la seule à devoir être remplie; elle est déjà citée parmi d'autres à l'article 69.

L'article 70 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 70.-

Les sous-officiers de complément se recrutent exclusivement parmi les sous-officiers temporaires".

\+

\+ +

Article 71.

L'article 71, alinéa 1er, du projet dispose :

"Le grade de premier sergent est conféré par le Ministre de la Défense nationale aux sous-officiers de complément à la date de leur admission dans cette catégorie de sous-officiers, pour autant que les sous-officiers de carrière de leur ancienneté de sergent soient déjà nommés à ce grade".

Le voeu du Gouvernement est que le sous-officier de complément n'attende pas sa nomination au grade de premier sergent jusqu'à ce que les sous-officiers de carrière ayant subi des pertes d'ancienneté aient accédé à ce grade; il y aurait, dès lors, lieu de rédiger l'article 71, alinéa 1er, comme suit :

.../...

"Le grade de premier sergent est conféré par le Ministre de la Défense nationale aux sous-officiers de complément à la date de leur admission dans cette catégorie de sous-officiers, pour autant que les sous-officiers de carrière de leur ancienneté de sergent, qui ont effectué une carrière normale, soient déjà nommés à ce grade".

\+

\+ +

L'article 71, alinéa 3, dispose :

"Toutefois, il leur est loisible de passer dans la catégorie des sous-officiers de carrière, aux conditions fixées par l'article 66, 2° à 4°".

L'article 66, 3°, prévoit que le sous-officier doit "être classé en ordre utile aux épreuves imposées aux candidats sous-officiers de carrière par l'article 9, 5°, de la présente loi".

Comme il a été dit ci-dessus concernant cette disposition, le sous-officier ne devra pas suivre de cycle de formation; il sera d'emblée admis aux épreuves qui, en ce qui le concerne, constitueront un concours. C'est la raison pour laquelle l'article 65 précise que le Ministre fixera annuellement le nombre de sous-officiers temporaires à admettre dans la catégorie des sous-officiers de carrière.

.../...

Si le Gouvernement entend que les épreuves prévues à l'article 66, 3°, soient également, en ce qui concerne les sous-officiers de complément, un concours, il y aurait lieu de donner compétence au Ministre pour fixer chaque année le nombre de sous-officiers de complément qui pourront être admis dans la catégorie des sous-officiers de carrière.

\+

\+ +

L'article 71 du projet ne prévoit pas, comme le fait l'article 67 pour le sous-officier temporaire qui passe dans la catégorie des sous-officiers de carrière, que le sous-officier de complément passe dans cette nouvelle catégorie avec son grade de premier sergent et son ancienneté dans ce grade.

Il y aurait sans doute lieu de compléter l'article 71, alinéa 3,en prévoyant ces modalités de passage dans la catégorie des sous-officiers de carrière.

\+

\+ +

.../...

Articles 47 et 73.

Ces deux dispositions transitoires doivent être examinées en même temps.

La loi du 27 juillet 1934,modifiée par la loi du 11 avril 1936,a prévu, pour les militaires qui étaient déjà sous-officiers avant l'entrée en vigueur de la loi, des dispositions leur permettant, s'ils ne pouvaient entrer dans le corps des sous-officiers de carrière, de rester attachés à l'armée par rengagements.

Suivant les renseignements qui ont été donnés au Conseil d'Etat, il n'existe plus dans les forces armées de sous-officiers ayant bénéficié de ces dispositions.

Par contre, la loi du 12 février 1951 a ajouté à l'article 21,c, de la loi du 27 juillet 1934 une nouvelle disposition transitoire rédigée comme suit :

"Les anciens combattants de la guerre 1940-1945, promus sous-officiers avant le 1er octobre 1948 et qui n'ont pu être admis dans le corps des sous-officiers de carrière, faute de réunir toutes les conditions imposées par l'article 3 de la présente loi, peuvent rester liés à l'armée par des rengagements successifs".

Cette règle fut déclarée applicable aux membres du corps expéditionnaire pour la Corée par l'arrêté royal du 20 septembre 1951,"abstraction faite de la date limite du 1er octobre 1948" dont le remplacement par le Roi est prévu .

.../...

Des dispositions transitoires doivent être prévues pour les bénéficiaires de la loi du 12 février 1951.

\+

\+ +

Des dispositions transitoires doivent également être prévues pour les sous-officiers qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi,ne seraient pas encore admis dans le corps des sous-officiers de carrière parce qu'ils ne remplissent pas complètement les conditions exigées.

\+

\+ +

Suivant les intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été exprimées au Conseil d'Etat, les articles 47 et 73 ont la portée suivante :

- l'article 47 permet au Roi de fixer des conditions pour l'admission dans la catégorie des sous-officiers de carrière, des sous-officiers qui, au moment de l'entrée en vigueur du projet,ne remplissent pas encore les conditions pour devenir sous-officiers de carrière au sens des lois existantes, ainsi que des sous-officiers bénéficiaires de la loi du 12 février 1951 ayant un grade supérieur à celui de premier sergent;

.../...

- l'article 73 admet d'office dans la catégorie des sous-officiers de complément les sous-officiers bénéficiaires de la loi du 12 février 1951 ayant le grade de sergent ou de premier sergent.

Les intentions du Gouvernement ne sont pas réalisées d'une manière complète par les textes proposés.

Quant à l'article 47, il n'est pas dit que cette disposition ne s'applique aux bénéficiaires de la loi du 12 février 1951 qu'à la condition qu'ils aient un grade supérieur à celui de premier sergent. Cet article 47 devrait être complété sur ce point.

Quant à l'article 73, il n'est pas dit que cette disposition ne s'applique aux bénéficiaires de la loi du 12 février 1951 qu'à la condition qu'ils aient le grade de sergent ou celui de premier sergent. L'article 73 devrait être modifié sur ce point.

\+

\+ \+

Pour le surplus, ces articles appellent les observations suivantes :

.../...

L'article 47 ne comprend pas de disposition transitoire relative aux candidats sous-officiers de carrière, qui,au moment de l'entrée en vigueur de la loi,participeront à un cycle de formation en vue de leur entrée dans le corps des sous-officiers de carrière. Si le Gouvernement estime que des mesures transitoires doivent être prises à leur égard, elles pourraient faire l'objet d'un alinéa 2 de l'article 47.

\+

\+ \+

L'article 73 prévoit notamment que les membres du corps expéditionnaire pour la Corée qui sont restés liés par des rengagements à l'armée parce qu'ils n'ont pu entrer dans le corps des sous-officiers de carrière, sont admis dans la catégorie des sous-officiers de complément, à la condition qu'ils aient été promus sous-officiers avant le 1er janvier 1960.

Cette dernière condition est susceptible de porter atteinte à des situations acquises. En effet, l'arrêté royal du 20 septembre 1951 a déclaré l'article 21, c, dernier alinéa,de la loi du 27 juillet 1934, modifiée par la loi du 21 février 1951, applicable aux membres du corps expéditionnaire pour la Corée, abstraction faite de la date limite du 1er octobre 1948 qui devait être remplacée par le Roi. Le Roi n'a pas fixé cette date limite à partir de laquelle les militaires intéressés devaient être sous-officiers pour pouvoir bénéficier des dispositions transitoires. La loi fixe cette date au 1er janvier 1960. Une telle

rétroactivité pourra léser l'ancien volontaire du corps expéditionnaire de Corée devenu sous-officier entre le 1er janvier 1960 et la date d'entrée en vigueur de la loi.

Si,dans la réalité, de telles situations peuvent se présenter, il y aurait lieu de remplacer la date du 1er janvier 1960 par celle de l'entrée en vigueur de la loi.

\+

\+ +

Une telle date limite devrait également figurer à l'article 47 du projet.

\+

\+ +

Le titre V pourrait s'intituler :

"TITRE V. DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES ".

Ce titre comprendrait :

- les dispositions finales, à savoir les articles 74 à 76;
- les dispositions transitoires reprises au chapitre IX du titre II, à savoir les articles 46 à 48;
- les dispositions transitoires reprises au chapitre II du titre IV, à savoir l'article 73;
- l'article 77.

\+

\+ +

.../...

Article 74.

Suivant l'article 74 du projet "les sous-officiers des diverses catégories du cadre actif ont droit, annuellement, à des congés dont le Roi fixe le nombre et les modalités d'octroi".

Si le Gouvernement estimait les lois sur la milice applicables aux sous-officiers temporaires, l'article 74 serait pris en dérogation à l'article 82 de ces lois.

Ceci confirme l'observation générale formulée concernant le titre III du projet; si les lois sur la milice sont applicables aux sous-officiers temporaires en même temps que le présent statut, il sera difficile de connaître exactement les dispositions qui seront applicables à ces militaires.

\+

\+ \+

Article 75.

L'article 75 du projet dispose :

"Article 75.-

Lorsque l'armée est mobilisée, les règles établies aux articles 5, 36, 37 et 38 ne sont pas obligatoires".

Tel qu'il est rédigé,cet article semble signifier que les règles qu'il cite pourraient être ou non appliquées suivant les cas individuels qui se présenteront.

.../...

Comme telle n'est pas l'intention du Gouvernement, il y aurait lieu de rédiger cette disposition de la même manière que l'article 97 de la loi du 1er mars 1958, en donnant au Roi le pouvoir de suspendre, lorsque l'armée est mobilisée, telle ou telle règle.

\+

\+ \+

Parmi les articles dont l'application pourra être suspendue en temps de mobilisation, l'article 75 cite l'article 5 du projet qui est rédigé comme suit :

"L'inscription dans un groupe d'emplois a lieu au moment où le sous-officier est nommé au grade de sergent; elle peut avoir lieu dès la commission à ce grade.

Le Roi fixe les conditions que doit remplir un sous-officier pour être admis dans un groupe d'emplois où aucun emploi de sergent n'est prévu".

L'article 97 de la loi du 1er mars 1958 ne permet au Roi de suspendre en temps de mobilisation que le seul premier alinéa de l'article 28,qui est similaire à l'article 5 du projet.

.../...

Si,sur ce point également, le Gouvernement désire une similitude entre les deux statuts, il y aurait lieu de compléter l'article 75 sur ce point.

\+

\+ +

Tenant compte de ces deux observations, l'article 75 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 75.-

Lorsque l'armée est mobilisée, le Roi peut suspendre l'application des articles 5, alinéa 1er, 36, 37 et 38".

\+

\+ +

Article 77.

L'article 77 du projet dispose :

"Article 77.-

Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des articles de la présente loi".

.../...

Une telle disposition est ambiguë.

Ou bien elle signifie que le Roi fixera l'entrée en vigueur , à la même date, de tous les articles de la loi, ou bien elle aura la portée de permettre au Roi d'échelonner à des dates distinctes, l'entrée en vigueur des divers articles. Dans la première hypothèse, il suffirait de prévoir que le Roi fixe l'entrée en vigueur de la loi; dans la seconde hypothèse, il y aurait lieu de prévoir les articles qui n'entreront point en vigueur dix jours après la publication de la loi au Moniteur belge".

+

+ +

La rédaction de l'article 77 du projet est inspirée par celle de l'article 100 de la loi du 1er mars 1958. Celle-ci a été mise en vigueur par l'arrêté royal du 7 avril 1959, à l'exception de l'article 20, 3°, et de l'article 22, § 1er et § 2, 1°,pour des raisons avancées durant les travaux préparatoires de la loi; il fut, en effet, déclaré que ces articles ne pouvaient entrer "en vigueur qu'au moment où les dispositions nouvelles en matière de pension de vieillesse et de survie seront promulguées" (Session 1956-1957, Chambre des Représentants, Doc. parl. 681/I, page 5).

+

+ +

.../...

INCIDENCE DU PROJET SUR LES LOIS SUR LA MILICE COORDONNEES LE 2 SEPTEMBRE 1957.

L'incidence du projet sur les lois sur la milice a été évoquée lors de l'examen du titre III relatif aux sous-officiers temporaires.

Une dernière question doit recevoir réponse.

Les lois sur la milice disposent en leur article 84 :

"Les sous-officiers, caporaux et brigadiers qui jouissent d'une pension de retraite peuvent être maintenus à la disposition du Ministre de la Défense nationale pendant dix ans et, au plus tard, jusqu'à l'âge de 55 ans".

La loi du 27 juillet 1934 se réfère, en son article 10, alinéa 2, à la législation sur la milice concernant la même hypothèse :

"Les sous-officiers de carrière pensionnés pour ancienneté uniquement, peuvent être maintenus sur les contrôles dans les conditions fixées par la loi sur la milice".

La loi du 9 juillet 1951 fait de même lorsqu'elle dispose en son article 22, alinéa 2 :

"Il est maintenu sur les contrôles de la force navale, dans les conditions fixées par la législation sur la milice ...".

.../...

Le projet abroge les lois du 27 juillet 1934 et du 9 juillet 1951. Seul subsistera pour traiter du maintien à la disposition du Ministre des sous-officiers retraités, l'article 84 des lois sur la milice.

Si cette disposition ne s'applique qu'aux sous-officiers rengagés, elle devient, en ce qui concerne les sous-officiers, inutile puisque le sous-officier temporaire ne sert, suivant le projet, que durant cinq années. A l'article 84, le mot "sous-officiers" devrait donc être supprimé.

\+

\+ \+

INCIDENCE DU PROJET SUR LA LOI DU 30 JUILLET 1938 CONCERNANT L'USAGE DES LANGUES A L'ARMEE.

L'article 8 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée dispose :

"Article 8. Avant d'être promu, tout candidat sergent (maréchal des logis) de carrière, doit,en obtenant au moins la moitié des points à un examen, donner la preuve de la connaissance effective de la langue de l'unité dans laquelle il est appelé à servir.

Compte tenu des conditions d'instruction générale exigées par la loi du 27 juillet 1934 relative au statut des sous-officiers, le programme de cette épreuve porte sur les matières du programme de la classe de quatrième des athénées royaux (troisième année des écoles moyennes de l'Etat).

.../...

Pour pouvoir faire mutation pour une unité de régime linguistique différent de celui de l'unité où il se trouve, tout sous-officier doit avoir fourni une preuve similaire quant à la connaissance de l'autre langue".

Cet article exige une épreuve linguistique pour l'accession au grade de sergent; c'est, dès lors, à juste titre que les articles 9 et 49 du projet n'ont pas rappelé cette condition parmi celles qui doivent être remplies pour l'accession au grade de sergent de carrière ou de sergent temporaire.

\+

\+ +

La nouvelle terminologie dont se sert le projet de même que la création de la catégorie des sous-officiers temporaires soulèvent, pour l'application de cet article 8 de la loi du 30 juillet 1938, diverses questions.

Cet article n'exige l'épreuve linguistique que pour le candidat sous-officier de carrière. Le projet crée, à côté de la catégorie des sous-officiers de carrière, les sous-officiers temporaires et les sous-officiers de complément. Ces derniers, qui sont recrutés parmi les sous-officiers temporaires, n'ont pas d'épreuve linguistique de sergent à présenter. Par contre, on peut se demander si les sous-officiers temporaires qui, selon le projet, remplacent les sous-officiers rengagés, sont assujettis à l'article 8 de la loi du 30 juillet 1938.

.../...

S'il faut répondre par l'affirmative, il y aurait lieu, pour supprimer tout doute, de modifier l'article 8, alinéa 1er, de la loi du 30 juillet 1938, en remplaçant les mots "tout candidat sergent de carrière" par "tout candidat sergent du cadre actif".

+

+ +

La réponse affirmative appellerait peut-être une autre modification de l'article 8. La matière de l'épreuve est celle du programme de la classe de quatrième des athénées royaux, parce qu'il faut tenir compte, dispose l'alinéa 2 de l'article, "des conditions d'instruction générale exigées par la loi du 27 juillet 1934".

Ce sera encore le cas pour le candidat sous-officier de carrière qui devra, pour être sergent, "être porteur d'un certificat d'études moyennes du degré inférieur ..." (article 9, 4°, du projet).

Mais pour le candidat sergent temporaire, les conditions d'instruction générale sont moins rigoureuses; l'article 49 prévoit que le candidat doit "être porteur du diplôme du quatrième degré des études primaires...".

L'article 8, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 1938 ne devra-t-il pas subir une modification pour les candidats sous-officiers temporaires ?

+

+ +

.../...

Si le Gouvernement estime que ces observations révèlent la nécessité de modifier l'article 8 de la loi du 30 juillet 1938, cette modification pourrait être insérée dans le titre dernier du projet relatif aux dispositions générales et transitoires.

Het ontwerp strekt ertoe, het statuut van de onderofficieren van het actief kader van landmacht, luchtmacht en zeemacht vast te stellen. Voor landmacht en luchtmacht is het statuut thans door de wet van 27 juli 1934, voor de zeemacht door de wet van 9 juli 1951 en door hoofdstuk VIII van de op 2 september 1957 gecoördineerde dienstplichtwetten geregeld.

\+

\+ +

OPSCHRIFT.

Het ontwerp heeft geen betrekking op onderofficieren van het reservekader.

De volgende lezing van het opschrift zou beter met het onderwerp overeenstemmen :

"Ontwerp van wet houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van landmacht, luchtmacht en zeemacht".

\+

\+ +

Artikel 1.

Het ontwerp vindt alleen toepassing op onderofficieren van het actief kader, zodat het eerste lid van artikel 1 kan worden geschrapt.

\+

\+ +

.../...

Voorts ware het artikel als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

Het actief kader van de onderofficieren van landmacht, luchtmacht en zeemacht wier statuut door deze wet wordt vastgesteld, omvat de volgende categorieën :

1° beroepsonderofficieren ;

2° tijdelijke onderofficieren ;

3° onderofficieren van het aanvullingskader.

Het actief kader van de onderofficieren van de luchtmacht omvat bovendien hulponderofficieren, piloten en navigatoren, wier statuut door een bijzondere wet wordt vastgesteld".

\+

\+ +

Artikel 2.

De drie paragrafen van artikel 2 van het ontwerp geven niets meer dan een samenvatting van de titels II, III en IV, zonder enige regel te stellen die niet reeds in die titels voorkomt. Ze kunnen dus als overbodig worden geschrapt.

\+

\+ +

.../...

Onder voorbehoud van wat voorafgaat, moge worden opgemerkt, dat het statuut van de beroepsonderofficier in § 1 al te beknopt wordt samengevat. Er wordt namelijk niet gezegd dat de onderofficier, behalve door oppensioenstelling en in de door het ontwerp bepaalde gevallen, ook uit het leger kan moeten treden krachtens een vonnis of krachtens één bij toepassing van het tuchtreglement genomen tuchtbeslissing.

\+

\+ +

Ten slotte laat de redactie van verschillende bepalingen te wensen over.

Het slot van § 2 stelle men in het Frans als volgt :

"dans la catégorie des sous-officiers de carrière ou dans celle des sous-officiers de complément".

Het begin van § 3 leze men als volgt :

"De onderofficieren van het aanvullingskader komen uit de categorie tijdelijke onderofficieren".

\+

\+ +

Artikel 3.

Na de graden van onderofficier te hebben opgesomd, bepaalt artikel 3 van het ontwerp :

"De titularissen van één dezer laatste drie graden worden keuronderofficieren genaamd".

"Keuronderofficier" is een traditionele benaming ; ze staat in de wetten van 27 juli 1934 en van 9 juli 1951.

\+

\+ +

Het opschrift van hoofdstuk II leze men als volgt :

"Hoofdstuk II. - Ambten en ambtengroepen".

\+

\+ +

Artikel 4.

Artikel 4, § 2, van het ontwerp stelt, dat de Koning het getal der voor een groep van ambten aan te wijzen onderofficieren bepaalt "per graad of per groep van graad".

In het tweede lid van deze paragraaf moet dus rekening worden gehouden met de mogelijkheid, dat graden met het oog op de verdeling van de ambten worden gegroepeerd.

Paragraaf 2 ware dan ook als volgt te stellen :

"§ 2. De Koning bepaalt het maximumgetal der voor elke ambtengroep aan te wijzen onderofficieren en hun verdeling in die ambtengroepen, per graad of per groep van graden.

Wordt in een ambtengroep het voor een graad of groep van graden vastgestelde maximum niet bereikt, dan mag het verschil ten goede komen aan de lagere graden of groepen van graden van die ambtengroep".

\+

\+ +

.../...

Artikel 5.

Het eerste lid van artikel 5 van het ontwerp ware als volgt te lezen :

"De inschrijving in een ambtengroep heeft plaats op het tijdstip waarop de militair in de graad van sergeant wordt benoemd ; zij kan reeds plaatshebben de dag dat hij in die graad is aangesteld".

+

+ +

Artikel 6.

Na in het eerste lid te hebben bepaald, dat onderofficieren ambtshalve van een krijgsmachtdeel naar een ander of van een ambtengroep naar een andere kunnen worden overgeplaatst, bepaalt het tweede lid van artikel 6 :

"Bij de zeemacht kunnen de onderofficieren van alle ambtengroepen voor het in te schepen personeel aangewezen worden".

De bedoeling is, aan te geven dat bij de zeemacht alle onderofficieren, tot welke ambtengroep zij ook behoren, kunnen worden verplicht bepaalde vaartijden te verrichten. Zodanige bepaling valt niet alleen buiten de in artikel 6 behandelde overplaatsing van ambtswege, maar ook, in het algemeen, buiten het onderwerp waarover het hoofdstuk handelt, namelijk het ambt en de ambtengroep. De plaats ervoor is niet het ontwerp,maar een reglement betreffende de interne inrichting van de zeemacht.

+

+ +

.../...

Artikel 9.

Artikel 9, eerste lid, 4°, van het ontwerp ware als volgt te lezen :

"4° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift van lager middelbaar onderwijs of van studiën waarvan de gelijkwaardigheid daarmede door de Minister van Landsverdediging wordt bepaald".

\+

\+ +

Artikel 9, tweede lid, van het ontwerp bepaalt:

"De Koning bepaalt de opleidingscyclus, de aard en het programma van de cursussen en de examens, alsmede de voorwaarden die de kandidaat moet vervullen om aan de toelatingswedstrijd deel te nemen".

Als de Koning gemachtigd wordt om niet alleen de aard van de cursussen en examens van de cyclus voor opleiding tot sergeant, maar ook het desbetreffende programma vast te stellen, zal hij ook de leerstof en de examenstof zelf nauwkeurig moeten omschrijven.

In de praktijk gaat de uitvoering van zodanige bepaling door de Koning steeds met moeilijkheden gepaard, door de verscheidenheid van de leerstof en van de ambten waartoe die cursussen en examens moeten voorbereiden.

De wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren machtigt de Koning tot het bepalen van de opleidingscyclus voor kandidaat-onderluitenant, van de voorwaarden die de

.../...

kandidaten moeten vervullen om aan deze cursussen en examens deel te nemen, en van dezer aard (artikel 1); zij laat aan de Minister de zorg over om het programma der cursussen en examens vast te stellen met inachtneming van de aard ervan, zoals de Koning die heeft bepaald.

Het ware wenselijk, dat het ontwerp ook in dit opzicht bij de wet van 1 maart 1958 zou aansluiten.

\+
\+ +

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg verstaat artikel 9, tweede lid, onder "toelatingswedstrijd" het vergelijkend examen voor toelating tot de opleidingscyclus. De tekst zou in dit opzicht moeten worden verduidelijkt.

\+
\+ +

Om aan beide opmerkingen tegemoet te komen, wordt voorgesteld artikel 9, tweede lid, als volgt te lezen :

"De toelating tot de opleidingscyclus heeft plaats bij vergelijkend examen ; de Koning bepaalt de bijzondere voorwaarden welke de kandidaten moeten vervullen om eraan deel te nemen. Hij bepaalt de opleidingscyclus alsook de aard van de cursussen en examens".

\+
\+ +

.../...

Artikel 9, laatste lid, ware als volgt te lezen :

"De kandidaat-beroepsonderofficieren kunnen worden verplicht hun opleiding geheel of gedeeltelijk in een buitenlandse militaire instelling te ontvangen".

+

+ +

Artikel 11.

In het advies van de afdeling wetgeving betreffende het ontwerp dat de wet van 1 maart 1958 is geworden, werd het volgende opgemerkt :

"Artikel 7 bepaalt, dat "de graden die de Koning toekent in de krijgsmachten de staat van officier vestigen"; dit is een bepaling die sedert de wet van 16 juni 1836 in de verschillende wetten op de stand en de bevordering van de officieren wordt teruggevonden.

Ofschoon deze bepaling traditie is geworden, is aan het begrip "staat van officier" nooit enig rechtsgevolg verbonden. Artikel 124 van de Grondwet spreekt alleen van "graden, eretitels en pensioenen", die de militairen niet dan krachtens een wet kunnen worden ontnomen. Deze bepaling kan dus worden geschrapt".

Deze opmerking geldt ook voor het eerste lid van artikel 11 en voor de tweede volzin van artikel 51 van het ontwerp.

+

+ +

.../...

Artikel 11, tweede lid, ware als volgt te lezen :

"De onderofficieren worden in de onderscheiden graden benoemd door de Minister van Landsverdediging".

+
+ +

Artikel 12.

Artikel 12 van het ontwerp bepaalt :

"Vooraleer in functie te treden, legt de beroepssergeant een eed af in de handen van zijn korpsoverste, naar de door het decreet van 20 juli 1831 bepaalde bewoordingen".

Onderofficieren van de krijgsmacht behoren alleszins tot de "ingezetenen belast met enig openbaar ambt of enige openbare dienst", die, volgens het decreet van 20 juli 1831, verplicht zijn, alvorens hun betrekking te aanvaarden de eed af te leggen.

Artikel 12 van het ontwerp bedoelt alleen te bepalen welke overheid bevoegd is om de eed te omtvangen. Het artikel ware derhalve als volgt te lezen :

"Artikel 12.-

De door het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed wordt door de beroepssergeant in handen van zijn korpscommandant afgelegd".

+
+ +

.../...

Bij artikel 12 van het ontwerp is een tweede opmerking te maken. De redactie van het artikel en de plaats ervan in het ontwerp wekken de indruk, dat het alleen op beroepsonderofficieren toepassing vindt ; ten onrechte, want volgens artikel 41 geldt het ook voor militaire beroepsmuzikanten en volgens artikel 72 voor onderofficieren van het aanvullingskader.

Volgens deze teksten zouden alleen tijdelijke sergeanten geen eed moeten afleggen, in afwijking dus van het decreet van 20 juli 1831. Bovendien zou de onderofficier van het aanvullingskader die naar de categorie beroepsonderofficieren overgaat, een tweede maal de eed moeten afleggen.

Wil de Regering echter dat alle onderofficieren de eed afleggen en wel slechts eenmaal, bij hun opneming in het actief kader der onderofficieren, dan zou artikel 12 moeten worden opgenomen in titel I "Algemene Bepalingen", met de volgende lezing :

"Artikel

Bij zijn opneming in het actief kader van de onderofficieren legt de militair de door het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed af in handen van zijn korpscommandant".

\+

\+ \+

Artikel 13.

De vereisten voor benoeming tot beroepsonderluitenant zijn bepaald door de wet van 1 maart 1958 ; een ervan, wat de werving van officieren langs het kader betreft, is het volgen van een opleidingscyclus. Ter uitvoering van deze bepaling zegt artikel 49 van het

.../...

koninklijk besluit van 23 september 1959 betreffende de werving van de beroepsofficieren langs het kader, dat de Minister aan kandidaat-officieren gedurende hun opleidingsperiode één of meer graden van onderofficier kan verlenen.

Zodanige bepaling is normaal op haar plaats in het statuut van de officier, niet in het ontwerp.

Is de Regering het hiermede eens, dan zou artikel 13 alleen handelen over de aanstelling van kandidaat-beroepsonderofficieren in de graad van sergeant. Het zou als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 13.-

De Minister van Landsverdediging of de militaire overheden die hij daartoe machtigt, kunnen kandidaat-beroepsonderofficieren in de loop van hun opleiding in de graad van sergeant aanstellen.

De Koning bepaalt de wijze waarop de aanstelling wordt verleend en ingetrokken. De intrekking is echter verplicht wanneer de aangestelde onderofficier niet te rechter tijd voldoet aan de vereisten welke voor zijn benoeming te vervullen blijven".

\+

\+ \+

Artikel 15.

Artikel 15 van het ontwerp bepaalt, dat van rechtswege ontneming van de graad van beroepsonderofficier ten gevolge heeft :

.../...

"4° De oppensioenstelling wegens ongeschiktheid tot de dienst van het varend personeel van de luchtmacht wanneer de belanghebbende niet in het kader der reserveonderofficieren van het niet-varend personeel wordt opgenomen".

De wetten van 14 juli 1930 en 13 juli 1934, die de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen hebben gewijzigd om er onder meer bepalingen betreffende de vliegers in te voegen, dateren van vóór de indeling van het leger in krijgsmachtdelen : het daar gebruikte begrip varend personeel komt eigenlijk niet meer ten volle overeen met hetgeen er thans onder wordt verstaan, aangezien artikel 15, 4°, van het ontwerp zegt, dat het toepassing vindt op het varend personeel van de luchtmacht. De Raad van State heeft reeds bij herhaling de aandacht gevestigd op de wijzigingen die, na de nieuwe inrichting van de krijgsmachtdelen en hun kaders, in de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen nodig zijn. Artikel 15, 4°, van het ontwerp toont aan, dat ook het begrip varend personeel, zoals het in die wetten voorkomt, nader zou moeten worden omschreven.

\+

\+ \+

Artikel 18.

Het slot van artikel 18, tweede lid, van het ontwerp zou in de Franse tekst als volgt moeten worden gelezen : "... ne peut dépasser au total douze mois au cours de la carrière du sous-officier".

\+

\+ \+

.../...

Artikel 21.

Na de regelen betreffende de schorsing bij ordemaatregel te hebben vastgesteld, bepaalt artikel 21 van het ontwerp in het laatste lid :

"Indien beroving van de graad, ontslag van ambtswege uit het ambt, militaire degradatie of onvoorwaardelijke ontzetting van één der rechten opgesomd in artikel 31 van het Strafwetboek wordt uitgesproken, wordt de schorsing omgezet in non-activiteit".

Aangezien deze bepaling tot doel heeft de periode van schorsing om te zetten in een periode van non-activiteit zodra de betrokken militair op de een of andere wijze zijn graad verliest, zouden in artikel 21 ook de afzetting volgens artikel 19 van het gewone Strafwetboek en de wegzending uit het leger volgens het tuchtreglement moeten worden vermeld.

\+

\+ \+

Artikel 22.

Artikel 22 van het ontwerp ware als volgt te lezen :

"Artikel 22.-

De beroepsonderofficier die zich in een der onder artikel 17 genoemde gevallen bevindt, blijft aan de militaire rechtsmacht en aan de krijgstucht onderworpen".

\+

\+ \+

.../...

Artikel 25.

Artikel 25, § 2, van het ontwerp bepaalt :

"§ 2. De onderofficier die ertoe verplicht wordt de dienst te verlaten wegens lichamelijke ongeschiktheid heeft geen militaire verplichtingen meer".

De wet van 1 maart 1958 geeft in artikel 22, § 2, een opsomming van de gevallen waarin de officier gedwongen wordt, wegens lichamelijke ongeschiktheid uit de dienst te treden.

Opdat het verschil in redactie tussen die wet en het ontwerp geen betwisting kan veroorzaken, zou § 2 als volgt moeten worden gelezen :

"§ 2. Vrij van militaire verplichtingen is :

1° de bij toepassing van § 1 op reform gestelde onderofficier ;

2° de wegens lichamelijke ongeschiktheid op pensioen gestelde onderofficier ;

3° de onderofficier die onder toepassing valt van artikel 2, A, 4°, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen".

+

\+ +

.../...

Artikel 26.

Artikel 26 van het ontwerp bepaalt, dat de Minister van Landsverdediging een beroepsonderofficier ambtshalve uit zijn ambt kan ontslaan "na raadpleging van een onderzoeksraad".

Het derde lid van dit artikel bepaalt onder meer:

"Deze raad gaat na of de feiten vaststaan en brengt advies uit over de ernst ervan".

Dit artikel is grotendeels een herhaling van artikel 23 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, waarvan het derde lid de bevoegdheid van de onderzoeksraad, vóór het ontslag van ambtswege uit het ambt van officier, als volgt omschrijft :

"De onderzoeksraad gaat na of de feiten vaststaan en brengt advies uit over de ernst ervan".

Deze bepaling is ten uitvoer gelegd door artikel 40 van het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering der beroepsofficieren, waarvan § 1 als volgt luidt :

"Oordeelt de onderzoeksraad bij het verstrijken van de termijn voor het indienen van de memorie dat de zaak in staat van wijzen is, dan doet hij uitspraak over het bestaan van de feiten die aan de betrokken officier ten laste zijn gelegd. In geval het bestaan van de feiten met meerderheid van stemmen wordt erkend, geeft de onderzoeksraad onverwijld zijn advies over de ernst van de feiten alsmede over hun onbestaanbaarheid met de staat van de officier".

.../...

Aangezien het in de bedoeling van de Regering ligt soortgelijke maatregelen te nemen ten aanzien van de onderofficieren, zou de bevoegdheid van de onderzoeksraad in de eerste volzin van artikel 26, derde lid, als volgt moeten worden omschreven :

"Deze raad doet uitspraak over het bestaan van de feiten en, als ze bewezen zijn, geeft hij zijn advies over de ernst ervan".

\+
\+ +

Artikel 27.

Dit artikel bepaalt, dat een onderofficier wegens beroepsonbekwaamheid van ambtswege uit zijn ambt ontslagen of in een lagere graad teruggeplaatst kan worden. Dit gebeurt op voorstel of op eensluidend advies van de hiërarchische meerderen ; de onderofficier kan een verweerschrift indienen. Volgens de memorie van toelichting hoeft geen onderzoeksraad te worden geraadpleegd, omdat alleen de hiërarchische meerderen in staat zijn om de onbekwaamheid van de belanghebbende te beoordelen.

De thans geldende statuten van de onderofficieren verlenen aan de betrokkenen grotere waarborgen dan het ontwerp ; komt hun beroepsbekwaamheid in het geding, dan dient een onderzoeksraad zijn advies te geven (wet van 27 juli 1934, artikel 11 ; wet van 9 juli 1951, artikel 12 ; wet van 23 december 1955, artikel 8).

\+
\+ +

.../...

Artikel 31.

Artikel 31, § 2, eerste lid, van het ontwerp bepaalt :

"De beroepsonderofficier die vóór zijn benoeming in de graad van sergeant, in deze graad aangesteld werd bij toepassing van artikel 13, wordt benoemd met terugwerking tot de dag waarop de aanstelling geschied is, voor zover zijn wijze van dienen bevredigend wordt geacht".

Deze bepaling neemt de tekst over van artikel 34, § 2, van de wet van 1 maart 1958, maar voegt eraan toe : "voor zover zijn wijze van dienen bevredigend wordt geacht".

De toevoeging van deze voorwaarde is overbodig, aangezien de Minister krachtens artikel 10 "de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat beoordeelt vooraleer deze de benoeming in de graad van sergeant ontvangt".

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg voegt de Regering die voorwaarde in om de aangestelde sergeant geheel, gedeeltelijk of helemaal niet, al naar gelang van haar oordeel over zijn wijze van dienen, voor die terugwerking in aanmerking te laten komen.

Artikel 31, § 2, eerste lid, ware derhalve als volgt te lezen :

"De beroepsonderofficier die, vóór zijn benoeming in de graad van sergeant, in deze graad aangesteld werd bij toepassing van artikel 13, wordt benoemd

.../...

met terugwerking tot de dag waarop de aanstelling geschied is. Het genot van deze terugwerking kan hem echter geheel of gedeeltelijk worden ontnomen als zijn wijze van dienen niet volkomen bevredigend wordt geacht".

+

+ +

Artikel 31, § 2, tweede lid, ware beter als volgt te lezen :

"Wanneer de aangestelde onderofficier zijn opleiding niet binnen de gestelde termijn heeft voltooid of wanneer hij ingevolge artikel 33 anciënniteit heeft verloren, wordt de dag van zijn benoeming vastgesteld met inachtneming van de bijkomende termijn die hij ter voltooiing van deze opleiding nodig heeft, of van het verlies van anciënniteit dat hij heeft ondergaan".

+

+ +

Artikel 34.

Dit artikel bepaalt de terugslag van overplaatsing op anciënniteiten bevordering van onderofficieren.

Paragraaf 1 heeft betrekking op de overplaatsing van ambtswege volgens artikel 6 ; § 2 op de overplaatsing op aanvraag van de betrokkene volgens artikel 7 van het ontwerp.

.../...

Voorzieningen ontbreken voor overplaatsingen van ambtswege volgens artikel 8, welke door de Minister worden bevolen wanneer wijziging in de organisatie der krijgsmachtdelen een nieuwe verdeling van de onderofficieren noodzakelijk maakt.

Om in die leemte te voorzien, behoort artikel 34 te worden aangevuld.

\+

\+ \+

Na te hebben bepaald, dat de beroepsonderofficier die op zijn aanvraag naar een andere ambtengroep is overgeplaatst, in die groep wordt gerangschikt na de onderofficieren die tegelijk met hem in de graad welke hij bekleedt, benoemd zijn, bepaalt § 2, tweede lid, van artikel 34 :

"Hij volgt, wat de bevordering betreft, het lot van de beroepsonderofficieren van deze ambtengroep die tegelijk met hem in de graad van sergeant werden benoemd, en die een normale loopbaan hebben gehad".

Zodanige bepaling kan geen toepassing vinden ingeval een militair op zijn aanvraag wordt overgeplaatst naar een ambtengroep, waarin de onderofficieren met zijn anciënniteit als sergeant reeds tot een hogere graad dan de zijne bevorderd zijn omdat de bevordering om de een of andere reden in die groep sneller is gegaan.

Twee bijzondere gevallen ter illustratie van deze opmerking :

- bij toepassing van artikel 36, tweede lid, kunnen beroepsonderofficieren die houder zijn van het brevet van scheepswerktuigkundige eerste klasse, sneller bevorderd worden dan de andere ;

.../...

- bij toepassing van artikel 3 wordt het varend personeel van de luchtmacht sneller bevorderd dan in de andere ambtengroepen, aangezien aldaar geen graad van eerste-sergeant bestaat.

De onderofficier die naar een van die groepen wordt overgeplaatst, zal voor de bevordering niet het lot kunnen volgen van de onderofficieren die tegelijk met hem tot sergeant zijn bevorderd, omdat zij, wegens een snellere bevordering, waarschijnlijk een hogere graad zullen hebben dan hij.

Artikel 34, § 2, tweede lid, zou derhalve moeten worden aangevuld met een bepaling die in dat geval voorziet.

\+

\+ \+

Artikel 35.

Artikel 35, § 1, van het ontwerp begint met de volgende bepaling :

"De bevordering van de beroepsonderofficieren heeft plaats per ambtengroep".

Deze bepaling zou een artikel moeten vormen, vooraan in het hoofdstuk, als volgt :

"Artikel ____

De bevordering van beroepsonderofficieren heeft plaats in elke ambtengroep".

\+

\+ \+

.../...

De overige bepalingen van het eerste en het tweede lid van § 1 van artikel 35 kunnen beter als volgt worden gelezen :

"§ 1. Benoemingen hebben plaats naar anciënniteit, onder de onderofficieren die aan de voorwaarden van deze wet voldoen.

De onderofficier echter die niet geschikt wordt geacht om het ambt van de hogere graad uit te oefenen of wiens wijze van dienen onbevredigend wordt geacht, kan bij de bevordering worden voorbijgegaan".

\+
\+ +

Paragraaf 3 van artikel 35 heeft niets uit te staan met het beginsel van de bevordering naar anciënniteit. Zij stelt een bijzondere voorwaarde voor sommige onderofficieren van de zeemacht, en zou derhalve een artikel moeten vormen met bijzondere bepalingen betreffende de bevordering van onderofficieren van de zeemacht (zie de opmerkingen bij de artikelen 36 en 38).

\+
\+ +

Artikel 36.

Na de bepaling dat de onderofficier in de onmiddellijk hogere graad slechts kan worden benoemd indien hij ten minste twee jaar anciënniteit telt in de graad waarmede hij bekleed is, bevat artikel 36 een afwijking ten behoeve van sommige onderofficieren van de zeemacht, luidend als volgt :

.../...

"Nochtans kan de Koning een kleinere minimumtijd vaststellen ten gunste van de beroepsonderofficieren der zeemacht die houder zijn van het brevet van scheepswerktuigkundige eerste klasse, afgeleverd door het bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart".

Deze mogelijkheid tot afwijking van de twee jaar anciënniteit in de graad wordt in de memorie van toelichting uitgelegd door de beroepskwalificatie van deze onderofficieren, die in de koopvaardij een graad van officier-werktuigkundige zouden bekleden.

Deze afwijkingsbepaling moet in verband worden gebracht met artikel 38, hetwelk bepaalt dat voor benoeming tot adjudant-chef ten minste tien jaar anciënniteit als onderofficier vereist is. Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg moet het ontwerp, dat de Koning machtigt tot afwijkingen van de regel dat twee jaar anciënniteit in de graad vereist zijn, hem ook in de gelegenheid stellen af te wijken van de regel der tien jaar anciënniteit volgens artikel 38.

\+

\+ \+

Voorgesteld wordt, na artikel 36 een artikel te geven, dat alleen op onderofficieren van de zeemacht betrekking zou hebben ; artikel 35, § 3, en artikel 36, tweede lid, zouden erin opgenomen zijn, samen met de bepaling betreffende de afwijking van artikel 38.

Het zou als volgt kunnen worden gelezen :

.../...

"Artikel .

§ 1. Onderofficieren van het varend personeel van de zeemacht moeten, om tot een hogere graad te worden bevorderd, bewijzen dat zij een door de Koning te bepalen vaartijd hebben verricht.

§ 2. In afwijking van artikel 36 kan de Koning de graadanciënniteit welke voor bevordering tot een hogere graad vereist is, op minder dan twee jaar stellen ten behoeve van onderofficieren van de zeemacht die houder zijn van het brevet van scheepswerktuigkundige eerste klasse, afgegeven door het bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart.

In afwijking van artikel 38 kan de Koning, ten behoeve van dezelfde onderofficieren, de anciënniteit als onderofficier welke vereist is om tot oppermeester te worden bevorderd, op minder dan tien jaar stellen".

\+

\+ \+

Artikel 37.

Volgens dit artikel van het ontwerp "stelt de Koning de regelen vast inzake deelneming, de programma's en de wijze van inrichting" van het examen voor overgang naar de graad van eerste-sergeant-majoor.

Om de bij artikel 9, tweede lid, opgegeven redenen zou het programma waarvan de Koning de aard bepaalt, door de Minister moeten worden vastgesteld.

.../...

Artikel 37 ware als volgt te lezen :

"Artikel 37.-

Niemand kan in de graad van eerste-sergeant-majoor worden benoemd tenzij hij voor een examen slaagt. De Koning bepaalt de aard van dat examen en de voorwaarden waaraan de deelnemers moeten voldoen".

+

+ +

Artikel 38.

Om tot adjudant-chef te kunnen worden benoemd moet de onderofficier, volgens artikel 38 van het ontwerp, ten minste tien jaar anciënniteit als onderofficier tellen.

Naast beroepsonderofficieren stelt het ontwerp tijdelijke onderofficieren en onderofficieren van het aanvullingskader in, wie het gelegenheid biedt om in het kader van de beroepsonderofficieren te worden opgenomen.

Aangezien het in de bedoeling van de Regering ligt, voor de benoeming van adjudant-chef rekening te houden met de anciënniteit in de drie categorieën van onderofficieren van het actief kader, zou artikel 38, eerste lid, wat dit punt betreft, moeten worden verduidelijkt.

+

+ +

Om in de graad van adjudant-chef te kunnen worden benoemd,moet de kandidaat,volgens artikel 38, ook "batig gerangschikt zijn in een kwalificatieexamen".

.../...

Volgens de memorie van toelichting gaat het om een vergelijkend examen; dit zou in de tekst van het artikel zelf moeten worden gezegd.

+

+ +

Volgens het ontwerp bepaalt de Koning de regelen inzake deelneming, het programma en de wijze van inrichting van dat vergelijkend examen.

Om de bij artikel 9, tweede lid, genoemde redenen zou de Minister het programma van het vergelijkend examen moeten vaststellen, waarvan de aard door de Koning wordt bepaald.

+

+ +

Artikel 38, tweede lid, bepaalt dat "het aantal te begeven ambten vóór de opening der examens wordt vastgesteld".

Volgens de Regering bepaalt de Minister het aantal ambten. Artikel 38 zou ook op dit punt moeten worden verduidelijkt.

+

+ +

Met inachtneming van al deze opmerkingen wordt voorgesteld artikel 38 te lezen als volgt :

"<u>Artikel 38.-</u>

Niemand kan in de graad van adjudant-chef worden benoemd tenzij hij tenminste tien jaar anciënniteit als onderofficier van het actief kader heeft, en batig gerangschikt werd bij een vergelijkend overgangsexamen.

De Koning bepaalt de aard van dat examen en de voorwaarden waaraan de deelnemers moeten voldoen.

Vóór de opening der examens stelt de Minister van Landsverdediging het aantal aan de mededingers te begeven ambten vast".

+

+ +

Hoofdstuk VII van titel II van het ontwerp handelt over de beroepsmuzikanten.

De rechtstoestand van de militaire muzikanten is niet zeer duidelijk. De wet van 11 april 1936 heeft in de wet van 27 juli 1934 een bepaling betreffende deze militairen ingevoegd, luidens welke die laatste wet onder bepaald voorbehoud op hen toepasselijk werd verklaard; de wet van 9 juli 1951 heeft diezelfde wet van 27 juli 1934 toepasselijk verklaard op muzikanten van de zeemacht.

Militaire muzikanten genieten thans de in het statuut der beroepsonderofficieren bepaalde waarborgen; zij hebben echter geen graad van onderofficier en zijn aan een bijzondere bevorderingsregeling onderworpen.

Militaire muzikanten zijn voor de toepassing van de bezoldigingsregeling gelijkgesteld met sommige graden van onderofficier (koninklijk besluit van 9 april 1952, bijlagen tabel II, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 februari 1958). Die graad van gelijkstelling dient als grondslag voor het berekenen van het bedrag van hun pensioen.

Mocht de Regering hen niet in de categorie der beroepsonderofficieren opnemen (memorie van toelichting : passus betreffende hoofdstuk VII van titel II), dan zouden de bepalingen betreffende de beroepsmuzikanten niet in een hoofdstuk van de titel betreffende de beroepsonderofficieren, maar in een afzonderlijke titel moeten worden

.../...

samengevoegd. In dat geval zou de in artikel 1, 1°, gegeven opsomming van de categorieën van het aktief kader moeten worden aangevuld met de militaire beroepsmuzikanten.

+

+ +

Bij het hoofdstuk over de militaire beroepsmuzikanten is een tweede opmerking te maken.

Onder de militaire muzikanten genieten die van het eerste Gidsenregiment een bijzondere regeling.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen zijn die muzikanten thans, evenals de andere, onderworpen aan de wet van 27 juli 1934, maar genieten zij wegens hun kwalificatie traditioneel een gunstigere wedde- en pensioenregeling. Hun bezoldigingsregeling is niet die van de militairen, maar die van het burgerpersoneel van het Ministerie van Landsverdediging; zij zijn dan ook vermeld in het koninklijk besluit van 16 maart 1954 houdende vaststelling van de schalen voor de bijzondere graden bij het Ministerie van Landsverdediging. Bovendien zijn zij, ter uitvoering van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen (artikel 2, A, 3°, b, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1947), voor de berekening van hun pensioen gelijkgesteld met een graad die wisselt naar gelang van de duur van hun werkelijke diensten.

.../...

Om iedere onzekerheid betreffende de toepassing van dit ontwerp op de muzikanten van het Eerste Gidsen weg te nemen, zou de memorie van toelichting moeten zeggen dat zij tot de militaire beroepsmuzikanten worden gerekend.

\+
\+ +

Onder voorbehoud van deze twee algemene opmerkingen wordt voorgesteld vooraan onder de bepalingen betreffende de militaire muzikanten een algemeen artikel te plaatsen,luidend als volgt :

"Artikel

Voor militaire beroepsmuzikanten gelden de in dit hoofdstuk vastgestelde bijzondere regelen".

\+
\+ +

Artikel 40.

Dit artikel ware als volgt te lezen :

"De graden waarin militaire muzikanten door de Minister van Landsverdediging kunnen worden benoemd, volgen elkaar op in de hiernavermelde hiërarchische orde :

.../...

muzikant derde klasse;
muzikant tweede klasse;
muzikant eerste klasse;
onderkapelmeester;
hoofdonderkapelmeester".

Om moeilijkheden inzake de toepassing van deze wet te voorkomen, ware het ook goed deze graden met onderofficiersgraden gelijk te stellen.

+

\+ +

Artikel 41.

De zoëven voor artikel 40 voorgestelde tekst maakt het eerste lid van artikel 41 van het ontwerp overbodig.

Artikel 41, tweede lid, bepaalt :

"Artikelen 11 en 12 van hoofdstuk II evenals de hoofdstukken III en IV van deze titel zijn hun toepasselijk".

Het is onnodig naar artikel 11 te verwijzen indien de benoemingsmacht, zoals hiervoren voorgesteld, door artikel 40 aan de Minister wordt gegeven.

.../...

Indien de Regering artikel 12 van het ontwerp betreffende de eedaflegging invoegt in titel I, die betrekking heeft op alle categorieën van onderofficieren van het actief kader, behoort hierover in artikel 41, tweede lid, niet te worden gesproken.

Dit tweede lid zou derhalve als volgt kunnen worden gelezen :

"De hoofdstukken III en IV van deze titel zijn op de militaire beroepsmuzikanten van toepassing".

\+

\+ +

Artikel 42.

§ 1 van dit artikel bepaalt dat men, om muzikant derde klasse te worden, onder meer de in artikel 9, 1° tot 3°, gestelde voorwaarden moet vervullen.

Artikel 9, 1°, zegt dat men "in actieve dienst moet zijn als vrijwilliger of als diensthernemer". Kan deze bepaling als zodanig toepasselijk worden gemaakt op de benoeming tot muzikant derde klasse ? Er bestaan immers muzikanten vijfde en vierde klasse die in de bezoldigingsregeling met korporaal gelijkstaan (koninklijk besluit van 9 april 1952, bijlagen tabel II, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 februari 1958).

.../...

De vraag is dan ook gewettigd of hij die tot muzikant derde klasse wil worden benoemd, geen vrijwilliger of diensthernemer als muzikant vierde klasse moet zijn.

Zo ja, dan dient artikel 42, § 1, 1°, te worden gewijzigd.

+

+ +

Onder verwijzing naar de opmerking bij artikel 9, tweede lid, wordt voorgesteld artikel 42, § 1, 2°, als volgt te lezen :

"2° voldaan hebben bij de beroepsexamens waarvan de Koning de aard en de deelnemingsvoorwaarden bepaalt".

+

+ +

Artikel 42, § 2, zou beter in overeenstemming zijn met de overige bepalingen van het ontwerp die op hetzelfde onderwerp betrekking hebben, indien het als volgt was gesteld :

"§ 2. De zedelijke hoedanigheden van de kandidaat worden door de Minister van Landsverdediging beoordeeld alvorens de betrokkene tot de in § 1 voorgeschreven beroepsexamens wordt toegelaten.

.../...

De Minister van Landsverdediging beoordeelt de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat opnieuw alvorens de benoeming tot muzikant derde klasse wordt toegekend".

\+

\+ +

Artikel 43.

Artikel 43, eerste lid, van het ontwerp bepaalt:

"De beroepsmuzikant kan niet overgeplaatst worden naar één der ambtengroepen voorzien bij artikel 4, tenzij op zijn aanvraag en op voorwaarde aan een geschiktheidsproef te voldoen".

Artikel 4 vindt zowel toepassing op onderofficieren van het aanvullingskader en op tijdelijke onderofficieren als op beroepsonderofficieren.

Bedoelt de Regering dat een beroepsmuzikant naar de drie categoriën van onderofficieren van het actief kader kan overgaan, dan zou artikel 43, eerste lid, wil men geen twijfel laten bestaan, als volgt moeten worden gelezen :

"De beroepsmuzikant kan niet naar een der ambtengroepen van de onderofficieren van het actief kader worden overgeplaatst dan op zijn verzoek en op voorwaarde dat hij voor een bekwaamheidsexamen slaagt".

\+

\+ +

.../...

Artikel 43 geeft geen oplossing aan het wellicht maar theoretische vraagstuk van de overplaatsing van een onderofficier van het aktief kader naar het kader der militaire beroepsmuzikanten.

\+

\+ +

Artikel 44.

Mocht de Regering ingaan op de voor artikel 40 voorgestelde tekst, dan behoort artikel 44 van het ontwerp als volgt te worden gelezen :

"Artikel 44.-

De Koning stelt de bepalingen betreffende de anciënniteit en de bevordering tot een hogere graad van beroepsmuzikanten vast".

\+

\+ +

Artikel 45.

Artikel 45 van het ontwerp ware als volgt te lezen :

"Artikel 45.-

§ 1. De onderofficier van de Rijkswacht die ontslag uit zijn ambt heeft verkregen, kan, op zijn aanvraag, met zijn graad in een ander krijgsmachtdeel opgenomen wor-

.../...

den; de opperwachtmeester van de Rijkswacht echter wordt met de graad van eerste-sergeant opgenomen.

§ 2. De belanghebbende wordt bij de categorie der beroepsonderofficieren ingedeeld wanneer hij de bij artikel 9, 4°, gestelde studievereisten vervult en geslaagd is voor een beroepsexamen dat de Minister van Landsverdediging voor ieder geval bepaalt, met inachtneming van zijn graad en de opleiding die hij bij de Rijkswacht ontvangen heeft. De Koning bepaalt de regelen volgens welke hij anciënniteitsrang inneemt voor zijn latere bevordering.

§ 3. Tot wanneer hij de bij § 2 vastgestelde voorwaarden heeft vervuld, heeft de belanghebbende het statuut van beroepsonderofficier, behalve wat de bevorderingsregelen betreft. Is aan al deze voorwaarden niet binnen een termijn van drie jaar voldaan, dan wordt hij naar het burgerleven teruggezonden, tenzij hij zijn wederopneming in de Rijkswacht opnieuw aanvraagt en verkrijgt.

§ 4. Wanneer de onderofficier van de Rijkswacht zijn ontslag gegeven heeft om aan de werving van officieren in een ander krijgsmachtdeel deel te nemen, kan de bij § 3 bepaalde termijn door de Minister van Landsverdediging worden verlengd met inachtneming van de duur van de opleiding welke de belanghebbende moet ontvangen".

+

+ +

.../...

Hoofdstuk IX van titel II van het ontwerp heeft als opschrift "Overgangsbepalingen". De artikelen 46 tot 48, die dit hoofdstuk vormen, zijn niet op hun plaats in titel II van dit ontwerp maar in titel V, waarin alle slot- en overgangsbepalingen zouden worden opgenomen.

\+

\+ +

Artikel 46.

De wet van 27 juli 1934 bepaalt in artikel 12, dat de graad van adjudant een bepaald bij koninklijk besluit vastgesteld aantal adjudanten eerste klasse omvat.

Artikel 23 van de wet van 9 juli 1951 bepaalt van zijn kant, dat de graad van eerste-oppermeester een aantal eerste-oppermeesters eerste klasse omvat, vastgesteld door de Koning.

Artikel 3 van het ontwerp schaft deze onderverdelingen van de laatste graad van onderofficier af en stelt enerzijds een graad van adjudant-chef, anderzijds die van oppermeester in. Die graden worden eerst na tien jaar anciënniteit als onderofficier van het aktief kader en volgens de uitslag van een vergelijkend examen verleend.

Deze wijziging vergt een overgangsmaatregel : artikel 46 van het ontwerp dat luidt als volgt :

.../...

"De adjudanten die, ingevolge de vorige wetgeving, op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet tot de zogenaamde categorie "eerste klasse" behoren, behouden deze benaming ...".

Door bij wijze van overgangsmaatregel te bepalen, dat de betrokkenen alleen de benaming adjudant-eerste klasse of eerste-meester-chef eerste klasse behouden, neemt het ontwerp niet in aanmerking dat de bezoldigingsregeling van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht voor deze onderofficieren een hogere wedde dan die van adjudant of eerste-meester-chef vaststelt (koninklijk besluit van 9 april 1952, bijlagen tabel I, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 april 1958). Aangezien het niet in de bedoeling van de Regering ligt de hervorming van de graden van onderofficier gepaard te doen gaan met een hervorming van de bezoldigingsregeling der militairen die thans adjudant eerste klasse of eerste-meester-chef eerste klasse zijn, dient artikel 46 van het ontwerp te worden verduidelijkt, als volgt :

"Artikel 46.-

Militairen die bij de inwerkingtreding van deze wet adjudant eerste klasse zijn, blijven in deze onderverdeling van de graad van adjudant. Zij gaan naar de graad van adjudant-chef over onder de bij artikel 38 bepaalde voorwaarden.

Hetzelfde geldt, bij de zeemacht, voor de eerste-meesters-chef eerste klasse".

\+

\+ \+

.../...

Artikel 47.

Artikel 47 van het ontwerp zal samen met artikel 73 worden onderzocht.

\+

\+ +

Artikel 48.

Dit artikel ware als volgt te lezen :

"Artikel 48.-

De Koning bepaalt de overgangsmaatregelen die nodig zijn voor de toepassing van de bepalingen der hoofdstukken V en VI".

\+

\+ +

TITEL III. - TIJDELIJKE ONDEROFFICIEREN.

Bij de oprichting van een categorie van tijdelijke onderofficieren is een algemene opmerking te maken betreffende de toepassing van de dienstplichtwetten op leden van die nieuwe categorie.

De op 2 september 1957 gecoördineerde dienstplichtwetten, gewijzigd bij de wet van 16 augustus 1958, stellen onder hoofdstuk VIII een aantal regelen betreffende dienstneming en wederdienstneming. Zij machtigen de Koning onder meer tot het vaststellen van "de voorwaar-

.../...

den waaronder dienstneming en wederdienstneming kan aangegaan en verbroken worden", en de Minister tot het bepalen van "de bijzondere modaliteiten tot regeling van de verschillende soorten van dienstneming en wederdienstneming, de werkelijke diensttermijn der dienstnemenden en de diensttijd der wederdienstnemenden" (artikel 79).

Zij bepalen ook, ten aanzien van hun militaire verplichtingen, de stand van de vrijwilligers aan wier dienstneming of wederdienstneming op de een of andere manier een einde is gekomen (artikel 83).

Deze bepalingen vormen thans het statuut van de soldaten en korporaals, en van de onderofficieren die niet behoren tot het korps der beroepsonderofficieren, ingesteld bij de wet van 27 juli 1934, en, voor de zeemacht, bij de wet van 9 juli 1951.

Het ontwerp stelt in titel III de categorie der tijdelijke onderofficieren in. Het geeft hun een eigen statuut. Uit de terminologie van de bepalingen blijkt nochtans, dat de bedoeling is, hoofdstuk VIII van de dienstplichtwetten, en dus ook de bepalingen van het koninklijk besluit van 3 september 1952 ter uitvoering van dat hoofdstuk, verder op hen toe te passen.

In plaats van te spreken van de dienstneming der tijdelijke onderofficieren in de algemene betekenis, gebruikt men de termen "dienstneming en wederdienstneming" in de betekenis welke de artikelen 77 en vdgende van de dienstplichtwetten daaraan geven (zie onder meer de artikelen 53, 55, 58, 59 en 61 van het ontwerp).

.../...

Deze toepassing van de dienstplichtwetten en van het ontwerp op dezelfde onderofficieren kan tot moeilijkheden leiden.

Een voorbeeld moge dit aantonen.

Artikel 58 van het ontwerp bepaalt, dat de dienstverbintenis of de nieuwe dienstverbintenis wegens ernstige feiten van ambtswege kan worden verbroken.

Hoe is zodanige bepaling overeen te brengen met het koninklijk besluit van 3 september 1952 betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd, door de Koning vastgesteld ter uitvoering van artikel 79 der dienstplichtwetten ? Dit besluit kent in zijn artikelen 12 tot 14 verscheidene oorzaken van verbreking der dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis.

Dit voorbeeld toont ook aan hoe lastig het voor de tijdelijke onderofficier zal zijn, zijn werkelijk statuut te kennen.

Dit zou niet het geval zijn indien het ontwerp het statuut van de tijdelijke onderofficier geheel regelde, los van de dienstplichtwetten.

Die oplossing is overigens door de wetgever aangenomen toen hij het statuut der hulpofficieren en hulponderofficieren van de luchtmacht in de wetten van 23 december 1955 vaststelde.

\+

\+ \+

.../...

Mocht de Regering op dit voorstel ingaan, dan zou het ontwerp op verscheidene punten moeten worden aangevuld. Enkele voorbeelden :

- verbreking van de dienstverbintenis wegens beroepsonbekwaamheid (koninklijk besluit van 3 september 1952);
- terugslag van de verrichte dienst op de militieverplichtingen (artikel 83 van de dienstplichtwetten);
- premie bij het verlaten van de dienst (artikel 79 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 16 augustus 1958).

Voorts zijn in het ontwerp een aantal wijzigingen aan te brengen; zo vervange men de woorden "dienstverbintenis en nieuwe dienstverbintenis" door "dienstverbintenis".

Deze oplossing zal tot gevolg hebben, dat het toepassingsgebied van hoofdstuk VIII van de dienstplichtwetten wordt beperkt; behalve op het personeel van de Rijkswacht, zal het nog alleen betrekking hebben op soldaten en korporaals.

\+

\+ +

Titel III is met inachtneming van deze algemene opmerkingen onderzocht.

\+

\+ +

.../...

Artikel 49.

Artikel 49, eerste lid, 4° en 5°, van het ontwerp ware als volgt te lezen :

"4° houder zijn van een diploma of getuigschrift van de vierde graad van het lager onderwijs of van studiën waarvan de gelijkwaardigheid daarmede door de Minister van Landsverdediging wordt bepaald;

5° met goed gevolg de opleidingscyclus gevolgd hebben en geslaagd zijn voor de examens voorgeschreven voor de kandidaat-tijdelijke onderofficieren".

\+

\+ +

Om de bij artikel 9, tweede lid, opgegeven redenen, zou de Minister het programma der cursussen en examens moeten vaststellen, waarvan de aard door de Koning wordt bepaald.

Het tweede lid van artikel 49 zou als volgt moeten worden gelezen :

"De Koning bepaalt de opleidingscyclus, de aard van de cursussen en examens, alsook de voorwaarden waaraan de deelnemers moeten voldoen".

\+

\+ +

.../...

Artikel 49, laatste lid, ware als volgt te lezen :

"Kandidaat- tijdelijke onderofficieren kunnen worden verplicht hun opleiding geheel of gedeeltelijk in een buitenlandse militaire instelling te ontvangen".

+

+ +

Artikel 51.

Zie de opmerking bij artikel 11.

+

+ +

Artikel 52.

Artikel 52 van het ontwerp bepaalt :

"De bepalingen van artikel 13 zijn toepasselijk op de tijdelijke onderofficieren".

Dit artikel 13 moet op tijdelijke onderofficieren alleen toepasselijk worden verklaard voor zover het betrekking heeft op de aanstelling, in een graad van onderofficier, van kandidaat-onderofficieren tijdens hun opleidingsperiode, en niet van kandidaat-officieren.

.../...

Mocht de door de Raad van State voor artikel 13 voorgestelde tekst worden aangenomen, dan ware dit onderscheid gemaakt en ware bij artikel 52 geen opmerking te maken.

Anders ware artikel 52 als volgt te lezen :

"Artikel 52.-

De Minister van Landsverdediging of de militaire overheden die hij daartoe machtigt, kunnen kandidaat-tijdelijke onderofficieren in de loop van hun opleiding in de graad van tijdelijk sergeant aanstellen.

De Koning bepaalt de wijze waarop de aanstelling wordt verleend en ingetrokken. De intrekking is echter verplicht wanneer de aangestelde onderofficier niet te rechter tijd voldoet aan de vereisten welke voor zijn benoeming te vervullen blijven".

\+

\+ +

Artikel 56.

Volgens artikel 56 van het ontwerp kan de Minister van Landsverdediging in bepaalde gevallen een onderofficier bij ordemaatregel voor drie maanden schorsen.

.../...

In tegenstelling met artikel 21 van het ontwerp en met artikel 18 van de wet van 1 maart 1958, bepaalt dit artikel niet dat de schorsing kan worden verlengd voor het geval dat de rechtsvordering en de tuchtvordering niet binnen de termijn van drie maanden afgewikkeld mochten zijn. Een soortgelijke bepaling als die van artikel 21 van het ontwerp zou het eerste lid van artikel 56 moeten aanvullen, als volgt :

"De Minister van Landsverdediging kan, desnoods, de schorsing om de drie maanden verlengen".

\+

\+ +

Artikel 58.

De dienstverbintenis van de tijdelijke onderofficier die zich aan ernstige, met zijn staat van onderofficier niet overeen te brengen feiten schuldig heeft gemaakt, kan van ambtswege worden verbroken.

In artikel 58 van het ontwerp is er geen sprake van het optreden van een onderzoeksraad, terwijl artikel 26 van het ontwerp zegt dat een onderzoeksraad nagaat of de feiten vaststaan en advies uitbrengt over de ernst ervan, alvorens een beroepsonderofficier van ambtswege wordt ontslagen.

Dit gemis van overeenstemming is des te minder verklaarbaar, daar ten aanzien van de van het leger gescheiden tijdelijke onderofficier bepaald is, dat een

.../...

onderzoeksraad kennis zal moeten nemen van de feiten die aan de afwezigheid ten grondslag liggen en van het gedrag van de betrokkene tijdens de afwezigheid, alvorens een beslissing betreffende de vaststelling van de anciënniteit van de militair wordt genomen (artikel 60).

Hieruit volgt een anomalie:in de ernstige gevallen die tot verbreking van ambtswege van de dienstverbintenis kunnen leiden, zou geen onderzoeksraad optreden, terwijl in klaarblijkelijk minder ernstige gevallen het advies van zulk een raad zou moeten worden gevraagd.

Wil de Regering beide toestanden parallel regelen, dan zou artikel 58 moeten worden aangevuld, in de geest van de bepalingen van artikel 26, tweede, derde en vierde lid,van het ontwerp...".

\+
\+ +

Het eerste lid van artikel 58 van het ontwerp kan beter als volgt worden gelezen :

"Heeft de tijdelijke onderofficier zich aan ernstige, met zijn staat van onderofficier niet overeen te brengen feiten schuldig gemaakt, dan kan de verbreking ... (zoals in het ontwerp).

\+
\+ +

.../...

Artikel 60.

Het begin van artikel 60, tweede lid, ware als volgt te lezen :

"De periode van afwezigheid wordt van de periode van werkelijke dienst afgetrokken voor de berekening van de anciënniteit van de onderofficier, indien de feiten ..." (zoals in het ontwerp)...".

+
+ +

Artikel 61.

Artikel 61, eerste lid, van het ontwerp kan beter als volgt worden gelezen :

"Behalve bij definitieve ambtsontheffing bij toepassing van artikel 55, § 2, 2° tot 4°, neemt de werkelijke dienst van de tijdelijke onderofficier een einde door zijn ontslag bij het verstrijken van de dienstverbintenis (of van de nieuwe dienstverbintenis) welke hij heeft aangegaan; hij wordt dan bij het reservekader ingedeeld".

+
+ +

Artikel 61, tweede lid, van het ontwerp bepaalt :

"De Minister van Landsverdediging doet uitspraak over de overgang naar het reservekader van de tijdelijke onderofficier aan dewelke de verbreking van zijn dienstneming of dienstherneming op zijn aanvraag werd toegestaan".

.../...

De beslissing van de Minister betreffende de overgang naar het reservekader van de tijdelijke onderofficier aan wie verbreking van de dienstverbintenis op zijn aanvraag is toegestaan, is van belang want, is die beslissing negatief, dan wordt hem zijn graad ontnomen bij toepassing van artikel 53, 4°.

Volgens de aan de Raad van State gegeven uitleg beoogt het ontwerp niet, aan de Minister volle discretionaire bevoegdheid toe te kennen.

Aangezien het ontwerp uitgaat van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, wordt voorgesteld een formule toe te passen als die van artikel 55, tweede lid, van genoemde wet, en artikel 61, tweede lid, als volgt te lezen :

"De onderofficieren die bij toepassing van artikel 55, § 2, 2°, definitief uit hun ambt zijn ontheven, worden op hun verzoek door de Minister van Landsverdediging met hun graad in het reservekader toegelaten indien zij de door de Koning bepaalde voorwaarden vervullen".

\+

\+ +

Artikel 64.

Artikel 64 bepaalt de terugslag van overplaatsing op de anciënniteit van de tijdelijke onderofficier.

§ 1 heeft betrekking op de overplaatsing van ambts wege volgens artikel 6; § 2 op de overplaatsing op aanvraag van de betrokkene volgens artikel 7 van het ontwerp.

.../...

Voorzieningen ontbreken voor overplaatsingen van ambtswege volgens artikel 8, welke door de Minister worden bevolen wanneer een wijziging in de organisatie der krijgsmachtdelen een nieuwe verdeling van de onderofficieren noodzakelijk maakt.

Om in die leemte te voorzien, behoort artikel 64 te worden aangevuld.

\+

\+ +

Artikel 65.

Dit artikel ware als volgt te lezen :

"Artikel 65.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt elk jaar het aantal tijdelijke onderofficieren dat in de categorie beroepsonderofficieren van ieder krijgsmachtdeel kan worden opgenomen".

\+

\+ +

Artikel 66.

Opdat de tijdelijke onderofficier in de categorie beroepsonderofficieren wordt opgenomen, moet hij volgens artikel 66 onder meer :

.../...

"3° zich batig hebben gerangschikt bij de aan de kandidaat-beroepsonderofficieren bij artikel 9, 5°, van deze wet opgelegde examens".

Artikel 9 bepaalt, dat de kandidaat-beroepsonderofficier onder meer moet deelnemen aan een vergelijkend examen, dat hem, als hij tot de toegelatenen behoort, toegang geeft tot de opleidingscyclus. Die cyclus eindigt met examens, die geen vergelijkende maar gewone examens zijn.

Uit artikel 66, 3°, volgt dat de tijdelijke onderofficier die naar de categorie beroepsonderofficieren wenst over te gaan, geen opleidingscyclus hoeft te volgen; hij wordt zo tot het eindexamen van die cyclus toegelaten. Voor tijdelijke onderofficieren is dit examen echter een vergelijkend examen.

Het ware derhalve nuttig de tekst onder 3° van artikel 66 te verduidelijken als volgt :

"3° zich batig gerangschikt hebben bij de aan de kandidaat-beroepsonderofficieren door artikel 9, 5°, van deze wet opgelegde examens; voor de tijdelijke onderofficier zijn dit vergelijkende examens".

\+

\+ \+

.../...

Artikel 66, 4°, ware te lezen als volgt :

"4° houder zijn van een diploma of getuigschrift van middelbare studiën van de lagere graad of van studiën waarvan de gelijkwaardigheid daarmede door de Minister van Landsverdediging wordt bepaald; dit studievereiste wordt echter vervangen door een examen over de algemene vorming, dat door de Minister van Landsverdediging voor de door hem bepaalde ambtengroepen wordt vastgesteld, wegens de beperkte bevorderingsmogelijkheid die daar bestaat".

\+

\+ +

Artikel 67.

Dit artikel bepaalt :

"De tijdelijke onderofficier die in de categorie der beroepsonderofficieren opgenomen wordt, gaat er naar over met de graad van sergeant en zijn anciënniteit in deze graad".

Het ontwerp zegt niet dat de gewezen tijdelijke onderofficier wordt ingedeeld bij de beroepsonderofficieren die op dezelfde datum als hij tot sergeant zijn benoemd. Dit geval zal zich wellicht niet voordoen als men in de praktijk niet op dezelfde datum tot beroepssergeant en tot tijdelijk sergeant wordt benoemd. Het

.../...

kan echter voorkomen dat anders wordt te werk gegaan, en dan is een rangschikking nodig.

Artikel 67 van het ontwerp zou op dit punt moeten worden aangevuld.

+

+ +

Artikel 68.

Artikel 68 van het ontwerp ware als volgt te lezen :

"Artikel 68.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt elk jaar het aantal tijdelijke onderofficieren dat in de categorie onderofficieren van het aanvullingskader van ieder krijgsmachtdeel kan worden opgenomen".

+

+ +

Artikel 69.

Om de bij artikel 9, tweede lid, opgegeven redenen zou de Minister de in artikel 69, 3°, bedoelde nadere regelen voor de beroepsexamens moeten kunnen vaststellen.

.../...

Deze bepaling ware als volgt te lezen :

"3° voldaan hebben aan aanvullende beroepsexamens waarvan de aard en de voorwaarden waaraan de deelnemers moeten voldoen, door de Koning worden bepaald".

+
+ +

Titel IV heeft betrekking op de onderofficieren van het aanvullingskader. Het heeft twee hoofdstukken : het eerste over het statuut van die onderofficieren, het tweede met overgangsbepalingen. Deze laatste zouden in titel V moeten worden ingevoegd.

Er is dus geen reden om titel IV in twee hoofdstukken in te delen.

+
+ +

Artikel 70.

Volgens artikel 70 van het ontwerp worden de onderofficieren van het aanvullingskader uitsluitend aangeworven onder de tijdelijke onderofficieren. Het is onnodig te herhalen dat deze laatsten gedurende vijf jaar met de graad van sergeant moeten hebben gediend; deze voorwaarde is niet de enige waaraan moet worden voldaan; ze is reeds met andere voorwaarden vermeld in artikel 69.

.../...

Artikel 70 ware als volgt te lezen :

"Artikel 70.-

Onderofficieren van het aanvullingskader worden uitsluitend aangeworven onder de tijdelijke onderofficieren".

+

+ +

Artikel 71.

Artikel 71, eerste lid, van het ontwerp bepaalt :

"De graad van eerste-sergeant wordt door de Minister van Landsverdediging aan de toegevoegde onderofficieren verleend op de datum van hun opname in deze categorie van onderofficieren, voor zover de beroepsonderofficieren van hun anciënniteit in de graad van sergeant reeds in die graad werden benoemd".

De Regering bedoelt, dat de onderofficier van het aanvullingskader niet op zijn benoeming tot eerste-sergeant hoeft te wachten totdat de beroepsonderofficieren die anciënniteit verloren hebben, die graad hebben verkregen; artikel 71, eerste lid, ware derhalve als volgt te lezen :

"De graad van eerste-sergeant wordt door de Minister van Landsverdediging aan de onderofficieren van het aanvullingskader verleend op de dag van hun opneming in die categorie van onderofficieren, voor zover de be-

.../...

roepsonderofficieren met dezelfde anciënniteit als sergeant, die een normale loopbaan hebben gekend, reeds in die graad zijn benoemd".

\+
\+ +

Artikel 71, derde lid, bepaalt :

"Het staat hen evenwel vrij naar de categorie der beroepsonderofficieren over te gaan, onder de bij artikel 66, 2° tot 4°, bepaalde voorwaarden".

Artikel 66, 3°, bepaalt, dat de onderofficier "zich batig moet gerangschikt hebben bij de aan de kandidaat-beroepsonderofficieren bij artikel 9, 5°, van deze wet opgelegde examens".

Zoals naar aanleiding van die bepaling is gezegd, moet de onderofficier de opleidingscyclus niet volgen; hij wordt zó toegelaten tot de examens die, wat hem betreft, vergelijkende examens zijn. Daarom bepaalt artikel 65, dat de Minister jaarlijks vaststelt hoeveel tijdelijke onderofficieren in de categorie beroepsonderofficieren worden opgenomen.

Bedoelt de Regering, dat de in artikel 66, 3°, voorgeschreven examens ook voor de onderofficieren van het aanvullingskader vergelijkende examens zullen zijn, dan zou de Minister bevoegd moeten zijn om elk jaar te bepalen, hoeveel onderofficieren van het aanvullingskader in de categorie beroepsonderofficieren kunnen worden opgenomen.

\+
\+ +

.../...

Artikel 71 van het ontwerp zegt niet, zoals artikel 67 voor de tijdelijke onderofficier die naar de categorie beroepsonderofficieren overgaat, dat de onderofficier van het aanvullingskader naar die nieuwe categorie overgaat met zijn graad van eerste-sergeant en met zijn anciënniteit in die graad.

Artikel 71, derde lid, behoort te worden aangevuld met die nadere regelen voor overgang naar de categorie beroepsonderofficieren.

\+

\+ \+

Artikelen 47 en 73.

Beide overgangsbepalingen moeten samen worden onderzocht. De wet van 27 juli 1934, gewijzigd bij de wet van 11 april 1936, heeft voor de militairen die bij de inwerkingtreding van de wet reeds onderofficier waren, bepalingen vastgesteld krachtens welke zij, indien zij niet in het korps der beroepsonderofficieren konden worden opgenomen, door wederdienstneming bij het leger konden blijven. Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen zijn er bij de krijgsmacht geen onderofficieren meer voor wie die bepalingen zijn toegepast.

Daarentegen heeft de wet van 12 februari 1951 aan artikel 21, c, van de wet van 27 juli 1934 een nieuwe overgangsbepaling toegevoegd, luidend als volgt :

"De oudstrijders van de oorlog 1940-1945, die vóór 1 oktober 1948 tot onderofficier bevorderd werden en niet in het korps der beroepsonderofficieren konden opgenomen worden, omdat zij niet alle voorwaarden vervulden

.../...

welke bij artikel 3 van deze wet zijn opgelegd, kunnen aan het leger verbonden blijven door achtereenvolgende diensthernemingen".

Deze regel werd op de leden van het expeditiekorps voor Korea van toepassing verklaard bij het koninklijk besluit van 20 september 1951, "afgezien van de uiterste datum van 1 oktober 1948", welke datum de Koning zal kunnen vervangen.

Overgangsbepalingen moeten worden ingevoegd voor de militairen op wie de wet van 12 februari 1951 is toegepast.

\+

\+ +

Ook moeten overgangsbepalingen worden ingevoegd voor de onderofficieren die bij de inwerkingtreding van de wet nog niet mochten zijn opgenomen in het korps der beroepsonderofficieren omdat zij niet ten volle alle voorwaarden vervullen.

\+

\+ +

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, wil de Regering aan de artikelen 47 en 73 de volgende strekking geven :

Krachtens artikel 47 kan de Koning de voorwaarden bepalen voor opneming, in de categorie beroepsonderofficieren, van onderofficieren die, bij de inwerking-

.../...

treding van de ontwerp-wet, nog niet de voorwaarden vervullen om beroepsonderofficier te worden in de zin van de bestaande wetten, en van onderofficieren op wie de wet van 12 februari 1951 is toegepast en die een hogere graad dan eerste-sergeant hebben;

Artikel 73 neemt de onderofficieren, op wie de wet van 12 februari 1951 is toegepast en die de graad van sergeant of eerste-sergeant hebben, van ambtswege op in de categorie onderofficieren van het aanvullingskader.

De bedoelingen van de Regering komen niet ten volle tot uiting in de voorgestelde teksten.

In artikel 47 is niet gezegd, dat deze bepaling niet geldt voor de militairen op wie de wet van 12 februari 1951 toepassing vindt, tenzij zij een hogere graad hebben dan eerste-sergeant. Het artikel moet in die zin worden aangevuld.

In artikel 73 is niet gezegd, dat die bepaling niet geldt voor militairen op wie de wet van 12 februari 1951 is toegepast, tenzij zij de graad van sergeant of eerste-sergeant hebben. Artikel 73 moet in die zin worden gewijzigd.

\+

\+ \+

.../...

Voorts zijn bij deze artikelen de volgende opmerkingen te maken :

Artikel 47 bevat geen overgangsbepaling betreffende de kandidaat- beroepsonderofficieren die bij de inwerkingtreding van de wet een opleidingscyclus volgen met het oog op hun opneming in het korps der beroepsonderofficieren. Oordeelt de Regering dat overgangsmaatregelen voor hen nodig zijn, dan zouden die een plaats kunnen vinden in een tweede lid van artikel 47.

\+

\+ +

Artikel 73 bepaalt onder meer, dat de leden van het expeditiekorps voor Korea die door wederdienstnemingen aan het leger verbonden zijn gebleven doordat zij niet in het korps der beroepsonderofficieren konden worden opgenomen, in de categorie onderofficieren van het aanvullingskader worden opgenomen op voorwaarde dat zij vóór 1 januari 1960 tot onderofficier zijn bevorderd.

Deze laatste voorwaarde kan afbreuk doen aan verkregen toestanden. Het koninklijk besluit van 20 september 1951 immers heeft artikel 21, c, laatste

.../...

lid, van de wet van 27 juli 1934, gewijzigd bij de wet van 21 februari 1951, toepasselijk verklaard op de leden van het expeditiekorps voor Korea, afgezien van de uiterste datum 1 oktober 1948 die door de Koning zou worden vervangen. De Koning heeft deze uiterste datum, vanaf welke de betrokken militairen onderofficier moesten zijn om voor de overgangsbepalingen in aanmerking te komen, niet vastgesteld. De wet stelt als datum 1 januari 1960. Zodanige terugwerking zou nadeel kunnen berokkenen aan de gewezen vrijwilligers van het expeditiekorps voor Korea die onderofficier zijn geworden tussen 1 januari 1960 en de datum waarop de wet in werking treedt.

Als er kans is dat zulke toestanden zich voordoen, zou de datum 1 januari 1960 moeten worden vervangen door de datum waarop de wet in werking treedt.

\+

\+ +

Zulk een uiterste datum dient ook te worden vermeld in artikel 47 van het ontwerp.

\+

\+ +

.../...

Een beter opschrift voor titel V zou zijn :

"Titel V. - Slot- en overgangsbepalingen".

Deze titel zou omvatten :

- de slotbepalingen, met name de artikelen 74 tot 76 ;
- de overgangsbepalingen uit hoofdstuk IX van titel II, met name de artikelen 46 tot 48 ;
- de overgangsbepalingen uit hoofdstuk II van titel IV, met name artikel 73 ;
- artikel 77.

\+

\+ +

Artikel 74.

Volgens artikel 74 van het ontwerp "hebben de onderofficieren der diverse categorieën van het actief kader, jaarlijks recht op verloven waarvan de Koning het aantal en de nadere regelen van verlening bepaalt".

Oordeelt de Regering dat de dienstplichtwetten toepassing vinden op tijdelijke onderofficieren, dan zou artikel 74 afwijken van artikel 82 van die wetten.

Dit bevestigt de algemene opmerking bij titel III van het ontwerp ; vinden én de dienstplichtwetten én het onderhavige statuut toepassing op tijdelijke onderofficieren, dan zal moeilijk uit te maken zijn, welke bepaling juist voor hen gelden.

\+

\+ +

.../...

Artikel 75.

Artikel 75 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 75.-

Wanneer het leger gemobiliseerd is, zijn de bij artikelen 5, 36, 37 en 38 voorgeschreven regelen niet verplichtend".

Deze tekst zou kunnen betekenen, dat de aangehaalde regelen al dan niet kunnen worden toegepast naar gelang van de persoonlijke gevallen welke zich voordoen.

Aangezien dit niet in de bedoeling van de Regering ligt, zou deze bepaling moeten worden gesteld zoals artikel 97 van de wet van 1 maart 1958 en zou de Koning, wanneer het leger gemobiliseerd is, bepaalde maatregelen moeten kunnen schorsen.

\+

\+ \+

Onder de artikelen waarvan de toepassing bij mobilisatie kan worden geschorst , vermeldt artikel 75 artikel 5 van het ontwerp dat luidt als volgt :

"De inschrijving in een ambtengroep heeft plaats op het tijdstip waarop een onderofficier in de graad van sergeant wordt benoemd ; zij kan plaats hebben vanaf de aanstelling in die graad.

.../...

De Koning bepaalt de voorwaarden die een onderofficier moet vervullen om toegelaten te worden in een ambtengroep waar geen ambt van sergeant voorzien is".

Krachtens artikel 97 van de wet van 1 maart 1958 kan de Koning, wanneer het leger gemobiliseerd is, alleen het eerste lid van artikel 28 schorsen, dat in dezelfde zin luidt als artikel 5 van het ontwerp.

Mocht de Regering ook op dit gebied overeenstemming tussen beide statuten wensen, dan zou artikel 75 in die zin moeten worden aangevuld.

\+

\+ +

Met inachtneming van beide opmerkingen, ware artikel 75 als volgt te lezen :

"Artikel 75.-

Wanneer het leger wordt gemobiliseerd, kan de Koning de toepassing van de artikelen 5, eerste lid, 36, 37 en 38 schorsen".

\+

\+ +

Artikel 77.

Dit artikel bepaalt :

"Artikel

De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen van deze wet".

Zodanige bepaling is dubbelzinnig.

.../...

Ofwel betekent zij, dat de Koning op dezelfde dag alle artikelen van de wet in werking doet treden ; ofwel strekt zij ertoe de Koning te machtigen tot het spreiden van de inwerkingtreding der onderscheiden artikelen over verschillende data. In het eerste geval kan worden volstaan met de bepaling, dat de Koning de datum van inwerkingtreding van de wet vaststelt ; in het tweede moet worden bepaald, welke artikelen niet in werking treden tien dagen na de bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad.

\+

\+ \+

De redactie van artikel 77 van het ontwerp gaat uit van die van artikel 100 van de wet van 1 maart 1958. Deze wet is in werking gesteld door het koninklijk besluit van 7 april 1959, met uitzondering van artikel 20, 3°, en van artikel 22, §§ 1 en 2, 1°, om redenen die werden naar voren gebracht tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet. Er werd namelijk verklaard, dat deze artikelen "eerst van kracht (konden) worden op het ogenblik waarop de nieuwe bepalingen inzake ouderdoms- en overlevingspensioen afgekondigd zullen worden" (zitting 1956-1957, Kamer van Volksvertegenwoordigers, parl. doc. 681/1, blz. 5).

\+

\+ \+

.../...

TERUGSLAG VAN HET ONTWERP OP DE DIENSTPLICHTWETTEN, GECOORDINEERD OP 2 SEPTEMBER 1957.

De terugslag van het ontwerp op de dienstplichtwetten ter sprake gekomen bij het onderzoek van titel III betreffende de tijdelijke onderofficieren.

Een laatste vraag moet nog worden beantwoord.

Artikel 84 van de dienstplichtwetten bepaalt :

"De gepensioneerde onderofficieren, korporaals en brigadiers kunnen gedurende tien jaar en uiterlijk tot de leeftijd van 55 jaar ter beschikking van de Minister van Landsverdediging worden gehouden".

De wet van 27 juli 1934 verwijst in artikel 10, tweede lid, naar de dienstplichtwetgeving betreffende hetzelfde geval :

"De wegens anciënniteit gepensioneerde beroepsonderofficieren kunnen op de naamlijsten worden gehandhaafd in de omstandigheden welke bij de militiewet worden bepaald". De wet van 9 juli 1951 doet hetzelfde waar zij in artikel 22, tweede lid, bepaalt :

"Hij blijft op de stamlijsten van de zeemacht ingeschreven onder de voorwaarden door de wet op de militie bepaald".

Het ontwerp heft de wetten van 27 juli 1934 en 9 juli 1951 op. Om gepensioneerde onderofficieren ter beschikking van de Minister te houden, blijft alleen artikel 84 van de dienstplichtwetten over.

.../...

Vindt deze bepaling alleen toepassing op onderofficieren die weder dienst hebben genomen, dan wordt zij ten aanzien van de onderofficieren overbodig, want de tijdelijke onderofficier dient volgens het ontwerp slechts vijf jaar. In artikel 84 dient het woord "onderofficieren" dus te vervallen.

\+

\+ +

TERUGSLAG VAN HET ONTWERP OP DE WET VAN 30 JULI 1938 BETREFFENDE HET GEBRUIK DER TALEN BIJ HET LEGER.

Artikel 8 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger bepaalt : "Artikel 8.-

Vooraleer hij bevorderd wordt, moet ieder kandidaat - beroepssergeant (wachtmeester), door bij een examen ten minste de helft der punten te behalen, blijk geven van werkelijke kennis van de taal der eenheid bij welke hij zal moeten dienen.

Rekening gehouden met de voorwaarden, inzake algemene opleiding, vereist bij de wet van 27 juli 1934 betreffende het statuut der onderofficieren, loopt het programma van dit examen over de leerstof van de vierde klasse der koninklijke athenea (derde jaar der Rijksmiddelbare scholen).

Om te kunnen worden overgeplaatst naar een eenheid waar het taalstelsel verschilt van dat der eenheid waar hij zich bevindt, moet ieder onderofficier een gelijksoortig bewijs betreffende de kennis der andere taal hebben geleverd".

.../...

Dit artikel eist een taalexamen om tot sergeant te worden benoemd ; de artikelen 9 en 49 van het ontwerp hebben derhalve terecht die voorwaarde niet herhaald onder die welke moeten worden vervuld voor benoeming tot beroepssergeant of tijdelijk sergeant.

\+
\+ +

Ingevolge de nieuwe terminologie welke het ontwerp gebruikt, en ook door de instelling van de categorie tijdelijke onderofficieren, rijzen tal van vragen in verband met de toepassing van genoemd artikel 8 van de wet van 30 juli 1938.

Dit artikel schrijft het taalexamen alleen voor ten aanzien van de kandidaat-beroepsonderofficier ; het ontwerp stelt, naast de categorie beroepsonderofficieren, tijdelijke onderofficieren en onderofficieren van het aanvullingskader in. Deze laatsten, die worden aangeworven uit de tijdelijke onderofficieren, hoeven geen taalexamen van sergeant af te leggen. De vraag is echter of de tijdelijke onderofficieren die, volgens het ontwerp, in de plaats komen van de onderofficieren die weder dienst hebben genomen, onderworpen zijn aan artikel 8 van de wet van 30 juli 1938.

Is het antwoord bevestigend, dan moet men, wil men geen twijfel laten bestaan, artikel 8, eerste lid, van de wet van 30 juli 1938 wijzigen, namelijk de woorden "ieder kandidaat-beroepssergeant" vervangen door "ieder kandidaat-sergeant van het actief kader".

\+
\+ +

Een bevestigend antwoord zou wellicht een andere wijziging van artikel 8 nodig maken. De examenstof is het programma van de vierde klasse der koninklijke athenea, omdat, zegt het tweede lid van het artikel, rekening moet worden gehouden "met de voorwaarden inzake algemene opleiding, vereist bij de wet van 27 juli 1934".

.../...

Dit zal ook het geval zijn voor de kandidaat-beroepsonderofficier die, om sergeant te zijn, "houder moet zijn van een studiegetuigschrift van lager middelbaar onderwijs ..." (artikel 9, 4°, van het ontwerp).

Voor de kandidaat- tijdelijk sergeant zijn de voorwaarden inzake algemene opleiding echter minder streng, want artikel 49 bepaalt dat de kandidaat "houder moet zijn van het diploma van de vierde graad van het lager onderwijs ...".

Moet artikel 8, tweede lid, van de wet van 30 juli 1938 niet worden gewijzigd ten behoeve van kandidaat-tijdelijke onderofficieren ?

\+

\+ \+

Vindt de Regering, dat deze opmerkingen een wijziging van artikel 8 van de wet van 30 juli 1938 nodig maken, dan zou die wijziging kunnen worden ingevoegd in de laatste titel van het ontwerp betreffende de algemene- en overgangsbepalingen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.